

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

NOTRE MONDE VA-T-IL BIENTÔT RESSEMBLER À MAD MAX ?

Pablo Servigne & Raphaël Stevens
Page 5

COP21: PRIS EN CHARGE PAR LE DOCTEUR LIBERALISMUS!

Bruno Poncelet
Page 3

TAKE IT EASY: L'EXPLOITATION DANS LA BONNE HUMEUR!

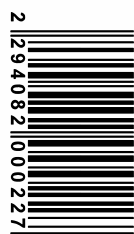
Gérald Hanotiaux
Page 20



Illustration: Anouk Fontaine

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



SOMMAIRE

LA TERRE DANS
UN HÔPITAL PARISIEN

Bruno Poncelet / Pages 3-4

NOTRE MONDE VA-T-IL BIENTÔT
RESSEMBLER À MAD MAX ?

Pablo Servigne & Raphaël Stevens / Page 5

RAOUL HEDDEBOUW AU PAYS
DE L'ANTIPRODUCTIVISME

Bernard Legros & Alexandre Penasse / Pages 6-7

UNE PLACE POUR
LA LIBERTÉ AU SEIN DE
L'INVASION TECHNOLOGIQUE ?

Gérald Hanotiaux / Page 8

DOSSIER
LE NUCLÉAIRE : PLUS QUE
JAMAIS LUTTER CONTRE

Introduction

Page 9

Le nucléaire dans le Parlement : de quoi parle-t-on ?
Interview de Eloi Glorieux / pages 10-11Points de vue sur le démantèlement
Eloi Glorieux, Paul Lannoye, Francis Leboutte, Pablo
Servigne, Raphaël Stevens / pages 12-13Pollution radioactive : vous avez dit « faibles doses » ?
Paul Lannoye / page 14État de la santé des enfants post-Fukushima :
démystifier le discours officiel
Nicolas Bras / page 15Fukushima ou l'omerta nipponne
interview de Ian Thomas Ash, par Nicolas Bras /
Pages 16-17« LE SOIR » SUR LE PIÉTONNIER :
UN GPS QUI FAIT FAUSSE ROUTE

Gwenaël Breës / Page 18

BASTE !

Jean-Pierre L. Collignon / Page 19

« LIVRAISON DE PLATS CUISINÉS
À VÉLO : L'EXPLOITATION DANS
LA BONNE HUMEUR !

Gérald Hanotiaux / Pages 20-21

RECENSIONS

Page 22

BRÈVES « / AGENDA

Page 23

STRIPS / COURRIER

Page 24

POURQUOI
DONC DÉNONCER ?

La même question revient souvent, le même discours selon lequel il ne faudrait plus dénoncer mais seulement proposer autre chose ; que la description de l'état du monde est tellement désespérante qu'elle confine les êtres que nous sommes à l'inaction et à la paresse. S'il est vrai que la dénonciation de l'ordre établi ne doit pas se suffire à elle-même, certaines précisions nous paraissent ici importantes : toutes propositions d'un « autre chose » s'ancrent inévitablement dans la critique de ce qui est, sinon nous ne parlerions pas d'« autre » ou d'« alternative », c'est là, simple logique. Ainsi, dire d'où l'on parle, énoncer les raisons de cette énergie que les personnes mettent dans un projet, le « politiser », en ce sens qu'on l'inscrit dans une nouvelle forme de gestion de la cité, c'est d'emblée prendre le risque de divergences, éviter donc le consensus mou, mais aussi exprimer l'aspect de lutte que revêt inévitablement toutes propositions qui ne cadrent pas dans celles formatées par le système dominant. Cela n'empêche pas le désaccord, mais il faut au moins reconnaître ce terreau d'opposition :

- cet autre monde qu'on dessine n'a pas pour vocation de cohabiter à côté de l'ancien – le système capitaliste destructeur – mais espère sa dissolution pour, à terme, arriver à une société décente expurgée des mécaniques de pouvoir qui caractérisent notre société actuelle. Il faut le rappeler, et ceux qui n'ont comme but que la jouissance et la « cohabitation passive » devraient nous expliquer comment ils changeront en maintenant corrélativement les structures qui ont mené où nous en sommes¹. Car divers fonctionnements de la société capitaliste sont ceux-là mêmes qui empêchent ou compliquent l'émergence d'autre chose (que ce soit le marketing et la publicité, la télévision et ses émissions débilantes, l'idéologie du travail, l'obsolescence programmée, les grandes surfaces, le tourisme de masse, etc.) ;

- la dénonciation est une nécessité, socialement et subjectivement. Nos sociétés et nos esprits en ont besoin, car devant le consensus médiatique, la négation de la réalité, la continuation du même - et donc l'aggravation et la voie sûre vers le pire -, « dénoncer », dans le sens d'énoncer un autre discours², est salutaire et rassemble ceux qui se pensaient auparavant atomisés. Cela fait du bien, tout simplement.

Dénoncer est donc selon nous une nécessité démocratique, se rappelant par ailleurs que divers organes médiatiques continuent à donner cette impression que « les choses ne sont pas si graves... », ne dénonçant donc rien... - sauf les fausses dénonciations, celles bénéfiques à l'audimat et aux parts de marché ; d'où l'importance capitale dans cette œuvre de s'arrêter sur ceux qui sont censés nous informer, les oublier constituant une grave erreur : « Ne pas engager de combats contre le système de l'information dominante constitue une erreur de calcul autant qu'une faute intellectuelle. D'autant que la critique des médias sert

souvent de point d'entrée en politique à de nouvelles générations, aussi saturées de nouvelles et de commentaires que défiantes envers le journalisme professionnel »³.

Porter le discours de dénonciation ne suffit certes pas et la question demeure : « Comment dépasser le constat d'échec ? », « comment critiquer l'ordre établi sans alimenter la résignation et le défaitisme ? »⁴. Nous sommes persuadés que la liaison des multiples luttes locales qui se font déjà, est un début de solution. Dans ce choix, s'auto-sélectionneront naturellement les alternatives qui ne sont pas des mesures palliatives au système en place et qui donc, de façon implicite ou sous forme de quelque chose comme une charte, se mettront d'accord sur un certain nombre de principes de base, et notamment sur une critique profonde de cette société qui inhibe le surgissement d'une nouvelle, enfin décente.

Dans ce combat, il nous faudra nécessairement dire et redire que la continuation du même nous conduit vers le pire. On préférera ainsi parler parfois, ici et là, d'apocalypse, dans le dessein d'éviter le pire, au lieu de ne rien dire et d'inévitablement construire la catastrophe : « Il vaut mieux prêter l'oreille à la prophétie du malheur qu'à celle du bonheur ». Cela, non par goût masochiste de l'apocalypse, mais précisément pour la conjurer, la politique de l'autruche étant en tout état de cause une forme d'optimisme suicidaire. C'est l'optimisme béat (et passif) qui nous mènera au désastre bien plus sûrement qu'une attitude catastrophiste éclairée qui ne fait que refléter une situation réellement inquiétante »⁵.

En somme, « il ne faut pas agir sans comprendre, ni comprendre sans agir, il faut comprendre pour agir »⁶.

Pourquoi donc dénoncer alors ? Pour agir, évidemment !

Alexandre Penasse

- (1) C'est là pour nous un faux changement que nous avons déjà décrit : « Le "changement" "change" tout et ne change rien » ; Kairos février 2014.
- (2) Soulignons que « dénoncer » provient d'annoncer qui lui-même est emprunté au latin *annuntiare*, dérivé de *nuntius*, « messager ». « Non pas que nous voulions nous faire passer pour les nouveaux messies, mais qu'il faut inévitablement reconnaître que devant les grandes messes quotidiennes des médias de masse, il est un devoir que celui de rétablir ce que nous pensons une vérité (encore un mot tabou...) ».
- (3) Le Monde Diplomatique, octobre 2015. A ce sujet, voir les réactions des chiens de garde médiatiques à l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste, dans *Médiacritiques*, magazine trimestriel d'Acrimed, octobre-décembre 2015.
- (4) « Autonomie ou barbarie, La démocratie radicale de Cornelius Castoriadis et ses défis contemporains », Sous la direction de Manuel Cervera-Marzal et Eric Fabri, Éditions Le Passager Clandestin, p.328.
- (5) Hans Jonas, cité par Serge Latouche dans « *Décroissance, vocabulaire pour une nouvelle ère* », ouvrage collectif coordonné par Giacomo D'Alisa, Federico Demaria, Giyogos Kallis.
- (6) Dany-Robert Dufour, « *Le Délire Occidental* », Éditions Les Liens qui Libèrent, 2014, p.22.

Kairos, suite à une réflexion en interne, a décidé de faire la demande pour pouvoir bénéficier d'une aide à la presse périodique. Après quelques déboires assez étranges que nous ne manquerons pas de vous narrer d'ici peu, nous avons touché le montant. Soyez assurés que jamais cette aide ne nous musellera ou modifiera d'une quelconque façon notre ligne éditoriale. Cette aide, qui est le fruit de la contribution de la collectivité par les impôts, nous permet de voir plus loin et de nous aider dans notre diffusion éditoriale.

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décente

Journal de réflexion et de
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin,
septembre, novembre, février
+ un n° spécial à parution aléatoire/
ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,
Avenue du Marquis, 34-B
6220 FLEURUS

Tirage : cet exemplaire a été
tiré à 1 500 exemplaires

Route : Cambier / livré chez Tondeur par
Dioxyde de Gambettes, Tondeur ou Kairos

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Th. Vander Elst, 89,
1170 Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Sarah Cleeremans & Pierre Lecrenier

Gestion des abonnés
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Marie-Claire

Notre publication bénéficie de l'aide à
la presse périodique de la Communauté
Française Wallonie-Bruxelles



Chroniqueurs/Rédacteurs
Gwenaël Breës, Paul Lannoye,
Jean-Pierre Léon Collignon,
Bernard Legros, Gérald Hanotiaux,
Pablo Servigne, Raphaël Stevens

Ont contribué à ce numéro
Bruno Poncelet, Nicolas Bras,
Francis Leboutte, Eloi Glorieux,
Ian Thomas Ash

Les articles n'engagent que
la responsabilité de leurs auteurs

Illustrations
Anouk Fontaine, Alice Meteigner,
Bertrand Panier, Alice Bossut,
Anne-Gaëlle Amiot, Romain Vahsen,
Louise Hendrickx, Mathilde Boito,
Remy Desselie, Rose Dupond,
Mado Berthet, Hannah Lemahie,
Justine Cottin, Mathilde Vandenbussch,
Lison De Ridder, Elis Wilk, Sarah Cheveau,
Chanic, Pierre Lecrenier, Alain Munoz

LA TERRE DANS UN HÔPITAL PARISIEN : Y A-T-IL UN ANTHROPOLOGUE À SON CHEVET ?

Paris est la destination du prochain sommet climatique (nommé COP21). Les gouvernements du monde entier sont censés s'y entendre pour éviter à la planète une catastrophique sortie de route climatique. Selon l'ONU, si tous les Etats devaient respecter leur parole donnée au moment de clôturer cet article, le réchauffement climatique resterait trop élevé (+ 2,7°C). Pire: aucun objectif à court terme de limitation des gaz à effet de serre n'est repris dans les documents préparatoires du sommet de Paris. D'où la question : d'où vient notre impuissance à enrayer le réchauffement climatique ?



Illustration: Alice Meiteigner

Mon histoire commence un soir dans un hôpital parisien: il y a deux lits. Chaque lit est occupé par une malade, fort mal en point. Dans le premier lit se trouve l'Économie: la pauvre est moribonde, elle souffre d'une croissance insuffisante, et ses industries en déliquescence font peine à voir. Dans l'autre lit se trouve la Terre: elle n'a pas cette jolie couleur bleue qu'on lui connaît de l'espace, mais le teint cireux et la peau blafarde de quelqu'un qui ne passera peut-être pas la nuit. Entre les deux lits se trouve un médecin de garde. Il est seul et s'interroge: les deux moribondes sont inconscientes, l'une d'elles a actionné le signal d'appel, de qui doit-il s'occuper ?

Rapidement, il consulte les fiches médicales laissées par ses collègues. Le diagnostic de Miss Économie est clair: elle souffre d'un manque vital de croissance. Heureusement, un traitement de choc a été entrepris: en rendant les emplois plus précaires, on diminue le coût de la main-d'œuvre, ce qui donne envie aux investisseurs de mettre la main au portefeuille pour lancer de nouvelles activités économiques. Lesquelles devraient aussi gagner en vitalité grâce au médicament politique le plus en vogue du moment - le « libre-échange » - qui vise à créer des marchés plus grands où les marchandises circulent plus vite, dégageant ainsi une énergie positive pour redonner tonus et souffle vital à l'Économie. Et c'est signé: Docteur Libéralismus.

- Bien, au moins ce dossier-là est en cours, se dit notre brave médecin de nuit.

L'autre fiche médicale, celle de Madame Terre, indique de profondes entailles sur tout le corps (forêts rasées, bétonnage accru, disparition d'espèces vivantes...) et de graves intoxications: pollutions

chimiques, perturbateurs endocriniens, accidents nucléaires, gaz à effet de serre... Une grosse goutte de sueur perle sur le front du médecin: manifestation, Madame Terre a été victime d'une tentative de meurtre! Mais - fait plus effrayant encore - juste après le diagnostic, le médecin traitant a ajouté la mention « traitement médical en attente d'autorisation ». Signé: Docteur COP21.

- Depuis quand faut-il attendre une autorisation pour soigner un malade à présent? s'indigne notre médecin de nuit. Il prend le pouls de la patiente. Il est faible, mais son cœur bat. Il décide de la prendre en charge.

Pour ne pas faire de bêtises, il se rend sur un ordinateur et consulte le dossier intégral de Madame Terre. L'infirmier des urgences qui a accueilli la patiente, un certain Monsieur GIEC, a noté les faits suivants: *depuis la révolution industrielle, le recours massif au charbon, au pétrole, au gaz et plus récemment au gaz de schiste a provoqué un changement majeur dans l'atmosphère: du gaz carbonique (CO2) s'y concentre de façon de plus en plus forte. Ainsi, la concentration de CO2 dans l'atmosphère est passée de 275 parts par million (ppm) à l'aube de la révolution industrielle pour grimper ensuite à 316 ppm (aux alentours de 1960) et flirte aujourd'hui avec les 400 ppm¹. Pour rappel, la dernière fois que le gaz carbonique a franchi le seuil des 300 ppm remonte à... plus de 800 000 ans! Soit une époque où l'homme moderne (homo sapiens) n'existait pas encore.*

Étrange, se dit le médecin de garde, vraiment étrange... Vu sous cet angle, le Progrès moderne est un formidable bond en arrière... Il poursuit sa lecture: *Ce constat tiendrait de l'anecdote distrayante si la Terre était une planète stable, immuable, nous*

offrant un cadre de vie imperturbable comme le voudrait l'adage populaire: « après la pluie, le beau temps. » Mais il n'en est rien, car Madame Terre change de visage au fil du temps. Au cours de sa longue vie (4,6 milliards d'années), elle a notamment connu des périodes de réchauffement et de glaciation qui ont modifié en profondeur océans et paysages terrestres. Là où nous voyons s'étendre le désert a pu exister, jadis, une forêt tropicale luxuriante; de même, durant des milliers d'années, le sol où nous posons nos pieds fut occupé par d'immenses glaciers; quant au niveau des océans, il a varié de plusieurs centaines de mètres au cours de l'histoire...

« Traitement médical en attente d'autorisation » Signé: Docteur COP21

Quoi de plus normal que la Terre évolue au fil du temps ?, se dit notre médecin de nuit. Après tout, c'est un être vivant... Mais l'infirmier GIEC précise: *bien que les facteurs influençant le climat soient nombreux, les gaz à effet de serre (comme le méthane et le gaz carbonique) jouent un rôle déterminant dans l'actuel réchauffement climatique. Aujourd'hui, Madame Terre souffre d'une fièvre modérée (+ 0,85°C par rapport à l'ère préindustrielle). Si cette fièvre s'intensifie, des événements climatiques extrêmes (pluies torrentielles, ouragans plus*

(1) En septembre 2015, le taux de CO2 relevé à Hawaï était précisément de 397,84 ppm comme l'indique le site de l'Earth System Research Laboratory (<http://www.esrl.noaa.gov/gmd/ccgg/trends/>).

intenses, sécheresses caniculaires...) vont s'avérer de plus en plus fréquents dans le futur.

Un frisson parcourt l'échine du médecin: au printemps 2015, il y a quelques mois à peine, il était en Inde pour des vacances au soleil. En fait de vacances, il a surtout enduré une terrible canicule (les températures dépassaient allègrement les 47°C) et prêté main forte aux médecins locaux, submergés par une vague d'insolations et de déshydratations qui a tué plus de 1 400 personnes. Le scénario s'est répété un mois plus tard au Pakistan: plus de 450 morts suite à une vague de chaleur exceptionnelle. Par curiosité, le médecin tape «tragédies climatiques récentes» sur son moteur de recherche, de gros titres apparaissent: «*La Californie ravagée par des incendies incontrôlables*» (Le Figaro, septembre 2015); «*Précipitations historiques en Caroline du Sud: 11 morts*» (Radio Canada, octobre 2015), «*Inondations: déluge mortel dans les Alpes-Maritimes*» (France Info, octobre 2015).

La Terre a de la fièvre, une fièvre encore modérée, mais qui tue déjà des gens. Et même si tous les événements climatiques extrêmes ne sont pas imputables au seul réchauffement climatique, les pronostics d'avenir sont peu engageants: «*Climat: la moitié des plantes et un tiers des animaux touchés d'ici 2080*» (AFP, mai 2013); «*Le réchauffement pourrait anéantir les progrès sanitaires*» (Agence Belga, juin 2015); «*La Nasa estime la montée des océans d'au moins un mètre au prochain siècle*» (Le Monde, août 2015); «*À 3°C de réchauffement climatique, un pays comme le Botswana pourrait se faire avaler par le désert du Kalahari, transformant ses 1 800 000 habitants en réfugiés climatiques*» (inspiré de Six degrés, un livre de Mark Lynas)...

Fébrile, notre médecin revient au dossier médical de Madame Terre: si la fièvre de la Terre s'accroît, on peut craindre des catastrophes planétaires inédites. Aujourd'hui, une grande partie du réchauffement climatique est freiné par la Terre, qui capte les masses incroyables de CO2 rejetées par l'homme en les accumulant dans ses forêts et ses océans. Mais à force d'accumuler du carbone, les océans deviennent plus acides, ce qui menace certaines formes de vie aquatiques. Par ailleurs, si le réchauffement climatique devient trop important, des forêts asséchées se mettront à brûler, renvoyant alors dans l'atmosphère énormément de gaz carbonique. Au lieu de freiner le réchauffement climatique, la Terre se mettra à l'accélérer. Et l'infirmier GIEC d'écrire: pour éviter des seuils de rétroaction positive où la Terre se mettrait à accélérer le réchauffement climatique provoqué par l'homme, il faut maintenir la fièvre de la Terre sous les + 2°C. Et il a souligné en gras: Il y a donc urgence à soigner la patiente!!!

Mais celle-ci n'est pas soignée. Les analyses toxicologiques sont formelles: chaque année, les émissions de CO2 atteignent un nouveau record. Loin de calmer la fièvre terrestre, les actions humaines la poussent toujours plus haut, toujours plus loin tandis que les sommets climatiques s'enchaînent depuis des années pour, au mieux, se conclure sur des promesses non contraignantes. Comment une telle situation est-elle possible? Que fait donc le docteur COP21, en charge de cette patiente?

Pour en avoir le cœur net, le médecin de nuit consulte le registre «Personnel» de l'hôpital, trouve le numéro d'appel du Docteur COP21 et lui téléphone: Bonjour, vous êtes bien chez le Docteur COP21. Je ne suis malheureusement pas disponible pour le moment. En cas d'urgence, n'hésitez pas à contacter mon ami le Docteur Libéralismus qui se fera un plaisir de s'occuper de vous.

«Autre appel. La sonnerie retentit deux fois, puis ça décroche.

- Docteur Libéralismus à l'appareil, que puis-je pour vous?

- Bonjour, cher collègue. Je suis en charge du service de garde, cette nuit, à l'hôpital de Paris. Et à vrai dire, je me fais du souci pour l'une des patientes du Docteur COP21: la Terre. Elle souffre d'entailles diverses, de plaies profondes et d'innombrables intoxications. Mais ce qui m'inquiète davantage, c'est qu'aucun traitement n'a été entrepris pour la soigner...

- Soigner cette vieille folle! Mais vous voulez rire: ah ah ah, c'est la chose la plus drôle que j'aie jamais entendue.

- Je vous demande pardon?

- Vous m'avez bien entendu: il n'est pas question de soigner cette vieille folle. La Terre n'est pas à l'hôpital pour ça.

- Mais pourquoi d'autre alors?

- Elle fait partie du traitement de ma patiente, Miss Économie. Voyez-vous, relancer la croissance n'est pas chose simple. Cela réclame des efforts, de l'énergie, des matières premières, du pétrole, du gaz, des produits chimiques... Le traitement de Miss Économie produit énormément de déchets, et comme l'hôpital n'est pas une poubelle, nous nous servons de cette vieille Terre pour y rejeter tout ce dont nous ne savons que faire.

- Mais vous êtes fou!?

- Pas du tout. Je soigne ma patiente: Miss Économie. Elle est jeune, et que m'importe qu'une vieille planète désuète de 4,6 milliards d'années ait à en subir quelques dommages sans intérêt! Après tout, la Terre a eu une belle vie. Elle peut consentir à quelques sacrifices pour sauver une jeune Économie qui a encore toute sa vie devant elle. Quand on y songe, ce n'est que justice...

- Mais la Terre va en crever!

- Pensez-vous. Ses habitants, peut-être. Par milliers, par millions ou par milliards, qu'en sais-je? Mais pas cette vieille folle de Terre: elle a la peau dure, elle est coriace, elle nous survivra tous autant que nous sommes... En tout cas, une chose est sûre: je vous interdis d'arrêter le traitement de ma patiente, Miss Économie, dans l'espoir d'atténuer les peines et les douleurs de votre fichue planète.»

Là-dessus, l'homme raccroche. Au même moment, résonne l'interphone de l'hôpital. Le médecin de nuit répond. Débordés, ses collègues l'appellent à l'aide: il y a file aux urgences. Le médecin de garde part leur filer un coup de main, non sans songer à cette impossible équation qui anime tous les gouvernements de la planète: relancer l'économie pour créer de l'emploi implique de ne pas freiner le réchauffement climatique. Surtout lorsqu'on promet une économie transnationale, où des produits circulent toujours plus vite, toujours plus loin, consommant au passage moult ressources énergétiques. D'un autre côté, ne pas freiner le réchauffement climatique implique de tuer des gens, beaucoup de gens, suite à des événements climatiques extrêmes qui pourraient devenir incontrôlables si on ne fait rien pour arrêter d'intoxiquer la Terre à coup de gaz carbonique.

Il en est toujours là à marmonner entre ses lèvres quand arrive son premier patient. C'est moi. Un homme d'une quarantaine d'années, assis sur un fauteuil roulant. Je me suis luxé ou fracturé la cheville. Il m'emmène en salle radios pour en avoir le cœur net. Chemin faisant, il me raconte ce qu'il vient d'endurer et le dilemme qui l'agite: sauver la Terre tuerait l'Économie, l'emploi, la croissance... Mais sauver l'Économie implique de sacrifier des milliers, des millions, peut-être même des milliards de vie... Que faire? Que choisir?

Je lui rétorque: lisez donc des livres d'anthropologie!

- Pardon, me dit-il.

- La solution à votre problème est là, dans les livres d'anthropologie.

- Excusez-moi, mais ce que vous dites n'a aucun sens. En quoi l'étude de civilisations perdues, oubliées de tous, pourrait-elle nous aider?

- Parce que les sociétés d'antan, non modernes, avaient compris une chose qui nous échappe aujourd'hui: un pouvoir n'est légitime qu'à la condition de veiller au bien-être collectif des hommes, mais aussi des plantes et des animaux.

- Plus facile à dire qu'à faire!

- Pas du tout. Prenez l'Afrique centrale: elle a jadis abrité de nombreux royaumes. Prospères et puissants. Mais où la légitimité du pouvoir reposait sur un mélange d'animisme et de magie. Le roi était considéré comme un lien entre les hommes et les esprits, propriétaires et maîtres légitimes de la nature (depuis la pousse des plantes jusqu'à la fécondité des femmes). Que le roi soit malade, et la nature souffrait. Que le roi soit bien portant, et la nature était fertile...

- Pures fadaïses manipulatoires, inventées par des monarques imbus de leur pouvoir.

- Pas du tout! Vous avez tout faux, docteur. Être roi en Afrique centrale était tout, sauf une partie de plaisir. Autant le pouvoir du roi à contrôler la nature était reconnu de tous, autant la vie d'un monarque était (à nos yeux individualistes) un enfer peuplé d'interdits. D'une culture à l'autre, ces interdits variaient: ne pas pouvoir manger ni boire en public, ne pas pouvoir parler durant toute la journée, ne jamais pouvoir lever les yeux sur un océan ou une rivière... Autant de contraintes destinées à contrôler une magie trop puissante, et éviter des tragédies «naturelles» (par exemple, une sécheresse au moment des semailles) qui ne manqueraient pas de survenir si on laissait faire aux rois ce qu'ils voulaient. Dans certains cas, figurez-vous que les rois étaient même châtrés pour mieux contrôler leur pouvoir...

- Ah bon, j'avais entendu dire qu'ils possédaient des dizaines d'épouses?

- Toutes les sociétés ne fonctionnaient pas de la même manière. Certaines châtraient leurs rois quand d'autres leur offraient, effectivement, des dizaines d'épouses. Mais si un roi polygame n'arrivait plus à satisfaire ces dizaines d'épouses, on pouvait juger qu'il était fatigué, que son corps n'était plus assez vaillant, que sa magie s'érodait. Dans bien des cas, un roi malade ou insuffisamment bien portant était jugé dangereux pour l'intérêt collectif: qu'allait-il arriver si les récoltes ne poussaient plus? C'est pourquoi de nombreux rois sacrés ont terminé leur règne de façon tragique: ils ont été mis à mort de façon rituelle.

- Diantre, quelle cruauté!

- Une cruauté nettement inférieure à la nôtre, docteur. Durant des siècles, l'Occident a rayé de la carte toutes les sociétés qui avaient le malheur de ne pas lui ressembler assez. Et aujourd'hui, nous exterminons joyeusement, en toute impunité, les bases même de la vie sur cette planète. Ouvrant ainsi la voie à combien de milliers, de millions, voire de milliards de destins tragiques? Tout ça parce que nous adulons l'Économie...

Le médecin de garde est resté coi. Il m'a juste dit: «Nous voici arrivés en salle radios. Je vais examiner votre pied. Mais après, si vous le voulez bien, j'aimerais qu'on reparle un peu de l'Afrique...»

Bruno Poncelet

NOTRE MONDE VA-T-IL BIENTÔT RESSEMBLER À MAD MAX ?

Inutile de se voiler la face ou de tourner autour du pot. Plonger dans le thème de l'effondrement, c'est aborder inévitablement la question de la violence. L'avenir sera-t-il forcément ultra-violent ? N'est-il pas possible d'envisager autre chose ?

Selon le dernier rapport du GIEC, «le changement climatique *augmentera les risques de conflits violents, qui prendront la forme de guerres civiles et de violences intergroupes*». Plus largement, les catastrophes environnementales (énergie, eau, climat, pollutions, etc.) seront une source évidente de conflits armés et d'instabilité sociale, particulièrement dans les pays émergents¹. Il n'est pas non plus nécessaire de parler au futur, les déplacements massifs de populations et les conflits pour l'accès aux ressources ont déjà commencé.

VERS UN SCÉNARIO DE FILM DE ZOMBIES ?

Rien de cela n'est vraiment nouveau. La convergence des «crises» inquiète sérieusement les armées, les gouvernements et les agences des pays chargés de garantir la sécurité intérieure. Comme le précise l'expert en sécurité internationale Nafeez Mosaddeq Ahmed, le Pentagone, par exemple, s'attend à ce que les catastrophes environnementales provoquent une colère généralisée des populations envers les gouvernements et les institutions dans les prochaines années².

Ces institutions anticipent donc un monde de tensions et d'incertitudes, en se préparant à une augmentation de la fréquence des conflits armés, des émeutes et des attentats terroristes, et en surveillant leur population, y compris les mouvements pacifistes, comme l'ont montré les révélations d'Edward Snowden sur les programmes de surveillance mondiale de la NSA.

Harald Welzer, psychologue social et spécialiste des liens entre l'évolution des sociétés et la violence, montre comment une société peut lentement et imperceptiblement repousser les limites du tolérable au point de remettre en cause ses valeurs pacifiques et humanistes, et sombrer dans ce qu'elle

aurait considéré comme inacceptable quelques années auparavant³.

Autrement dit, les gens s'habitueront (et s'habituent déjà) aux événements climatiques extrêmes, aux épisodes de disette ou aux déplacements de population. Les habitants des pays riches s'habitueront aussi très probablement à des politiques de plus en plus agressives envers les migrants ou envers d'autres Etats, mais surtout ressentiront de moins en moins cette injustice que ressentent les populations touchées par les catastrophes. C'est ce décalage qui servira de terreau à de futurs conflits.

REVISITONS NOS CLASSIQUES !

Est-ce que tout cela aboutira forcément à une grande boucherie ? Peut-être. Mais on peut aussi en douter. En fait, tout n'est pas si simple. Penser l'effondrement (ce que propose la «collapsologie»), c'est faire en permanence l'exercice de renoncer à une vision homogène des choses.

Par exemple, ce qui nous fait peur dans l'idée d'une grande catastrophe, c'est la disparition de l'ordre social dans lequel nous vivons. Car une croyance extrêmement répandue veut que sans cet ordre qui prévaut avant le désastre, tout dégénère rapidement en chaos, panique, égoïsmes et guerre de tous contre tous. Or, aussi surprenant que cela puisse paraître, cela n'arrive jamais en temps de catastrophe.

Plus précisément, après une catastrophe, c'est-à-dire un «*événement qui suspend les activités normales et menace ou cause de sérieux dommages à une large communauté*»⁴, la plupart des humains montrent des comportements extraordinairement altruistes, calmes et posés. (Attention, nous ne parlons pas ici des situations plus complexes où il n'y a pas d'effet de surprise, comme les camps de concentration ou les conflits armés).

Lorsqu'on se penche sur les témoignages des rescapés des attentats du 11 septembre 2001, les attentats à la bombe de Londres, des déraillements de trains, des crashes d'avions, des explosions de gaz ou des ouragans, tous convergent sur le fait que l'écrasante majorité des survivants restent calmes, s'entraident et s'auto-organisent. «*Des décennies de recherches sociologiques méticuleuses sur le comportement humain face aux désastres, aux bombardements durant la seconde guerre mondiale, aux inondations, aux tornades, aux tremblements de terre, et aux tempêtes à travers le continent et ailleurs dans le monde l'ont démontré.*»⁵ Dans ces situations, certains prennent même des

risques insensés pour aider des personnes autour d'eux, aussi bien des proches que des voisins ou de parfaits étrangers.

L'image d'un être humain égoïste et paniqué en temps de catastrophe n'est pas du tout corroborée par les faits. En fait, les individus sont à la recherche de sécurité avant toute chose, ils sont donc peu enclins à la violence, et peu susceptibles de causer du tort à leurs semblables.

Les comportements de compétition et d'agressivité sont mis de côté, dans un élan général où tous les «je» deviennent instantanément des «nous» avec une force que rien ne semble arrêter. Comme si des conditions extraordinaires faisaient ressortir des comportements extraordinaires⁶.

CE N'EST PAS GAGNÉ (MAIS CE N'EST PAS PERDU NON PLUS)

La question cruciale est désormais de savoir si l'on peut comparer une catastrophe ponctuelle à un ensemble de catastrophes intenses, répétées et à grande échelle telles qu'elles s'annoncent. La «résilience des communautés» fonctionnera-t-elle de la même manière sur la durée d'un effondrement ? Rien n'est moins sûr. On sait bien qu'en temps de guerre (surtout civile), l'ordre social se décompose parfois si rapidement que les actes les plus barbares peuvent naître parmi les populations les plus «normales».

Néanmoins —et c'est au moins un acquis— nous savons qu'à l'épicentre d'une catastrophe ponctuelle qui ne s'annonce pas, les sociétés humaines possèdent cette capacité insoupçonnée de résilience, ce qui est déjà considérable en soi.

Personne ne peut dire de quelle fibre le tissu social de l'effondrement sera composé, mais il est certain que l'entraide y jouera un rôle primordial. En effet, il semble évident que l'individualisme est un luxe que seule une société riche en énergie peut se payer. Pourquoi s'entraider si, grâce au pétrole, nous disposons tous d'un «*demi-millier d'esclaves énergétiques*»⁷ ?

Pour le dire autrement, en temps de pénurie énergétique, il y a fort à parier que les individualistes seront les premiers à mourir. Les groupes capables de montrer des comportements coopératifs remarquables auront plus de chance de survivre, comme cela a été le cas pendant les millions d'années qui nous ont séparés de nos ancêtres communs avec les autres primates⁸.

Ainsi, même si les risques de conflits et de violences augmentent, nous entrons paradoxalement dans un âge de l'entraide.

Pablo Servigne & Raphaël Stevens

Cet article est un extrait remanié du livre *Comment tout peut s'effondrer*. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes», de Pablo Servigne & Raphaël Stevens. Seuil, 2015, 300 p.



Illustration: Bertrand Panier

(1) Scheffran, J., & Battaglini, A. (2011). Climate and conflicts: the security risks of global warming. *Regional Environmental Change*, 11(1), 27-39.

(2) Ahmed N. M. Pentagon preparing for mass civil breakdown. *The Guardian*, 12 juin 2014.

Ahmed N. M. Pentagon bracing for public dissent over climate and energy shocks. *The Guardian*, 14 juin 2013.

(3) Welzer H. Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXIème siècle. Gallimard, 2009.

(4) Aldrich, «D.P. Building Resilience. Social capital in post-disaster recovery. The University of Chicago Press, 2012.

(5) Solnit, R. A Paradise Built in Hell: The Extraordinary Communities That Arise in Disaster. Penguin Books, 2012.

(6) L. Clarke, «Panic: Myth or Reality? », *Contexts*, vol. 1, n°3, 2002, p. 21-26.

(7) www.manicore.com/documentation/esclaves.html

(8) Bowles, S., & Gintis, H. (2011). *A cooperative species: Human reciprocity and its evolution*. Princeton University Press.

RAOUL HEDEBOUW AU PAYS DE L'ANTIPRODUCTIVISME...

Nous avons rencontré Raoul Hedebouw, député fédéral du Parti du Travail de Belgique (PTB). S'il est évident que nous nous retrouvons sur certains points d'analyse et pistes de solution, il n'en est pas moins évident que divers constats et orientations nous divisent. Qu'importe, la situation implique en ces temps incertains de se retrouver autour de ce qui nous unit. La lutte de terrain amenant d'emblée des modifications de la théorie. Enfin, nous l'espérons...

AP: Au moment de la vague de licenciements, un slogan disait «touche pas à mon job!». Tous les emplois, n'importe lesquels, valent-ils la peine d'être défendus?

Défendre les emplois ferait le jeu du capitalisme? Inversons: les pertes d'emploi contribueraient-elles alors à détruire le capitalisme? Or, ce n'est pas le cas non plus. Le but des patrons est de produire pour vendre, quel que soit le taux d'emploi. Le combat ouvrier pour maintenir les emplois est bien un combat anticapitaliste. La vraie question est de savoir quoi faire pendant ces heures de travail, ce qui a été ignoré dans les luttes sociales qui visaient la propriété collective des moyens de production. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs me disent qu'il faudrait produire autrement et autre chose. Leur objectif n'est pas de garder à tout prix leur emploi tel quel.

AP: Pourtant, il semble que le PTB se batte pour répartir plus équitablement les fruits de la production, mais sans toucher à la production elle-même. Je pense à la métallurgie, aux automobiles...

Nous en avons discuté lors de notre dernier congrès. À force de chercher à gagner des combats quotidiens, parfois avec succès, nous, les marxistes avons perdu de vue le côté systémique, notamment écologique. Et quand on questionne la production, on est en plein dedans! Comme l'économie marchande décide seule de la production, il ne servirait à rien de gagner un petit combat dans telle ou telle usine. Le socialisme 2.0 est beaucoup moins axé sur la production quantitative de biens que par le passé. Le niveau technique et scientifique des pays riches autorise à soulever à nouveau la question qualitative de la production. Si un travailleur estimait que son pouvoir d'achat prime sur la qualité de la production, je ne serais pas d'accord avec lui. Nous ne revendiquons pas tout de suite un meilleur partage du gâteau capitaliste, mais nous voulons en changer la recette.

AP: Si cette question ne se posait pas, pourrait-on se dire anticapitaliste? Ici, je cite André Gorz: «Le mouvement ouvrier et le syndicalisme ne sont anticapitalistes que pour autant qu'ils

mettent en question non seulement le niveau des salaires et les conditions de travail, mais les finalités de la production, la forme marchandise du travail qui la réalise.» Comment arriver à sa proposition?

Je peux suivre Gorz sur cette critique-là. Mais il est également légitime que les travailleurs cherchent à résoudre leurs problèmes immédiats. Les révolutions sociales se font à partir des besoins ici et maintenant, pas d'objectifs à cent ans. Il y a un côté trop exclusivement socio-économique dans les luttes marxistes, y compris au PTB. D'autres thèmes déterminants à traiter sont la paix, l'écologie, les droits de l'homme, le féminisme, la COP 21, etc. Nous voudrions les aborder davantage, bien que le PTB ne soit pas (encore) audible dans ces domaines-là. D'autres choisissent l'alter-mondialisme ou la décroissance, qui sont moins liés au socio-économique, plutôt que de voir la solution dans le mouvement ouvrier. Dommage...

BL: Produire seulement «autrement» mais pas moins, je suis sceptique. Il est pourtant indispensable de diminuer les flux de matières, d'énergie et d'information pour retrouver une empreinte écologique soutenable...

La quantité totale de production pour rester dans la soutenabilité écologique est une question complexe. Comme unité, nous n'utiliserons pas le dollar, ni l'euro, encore moins le PIB. En tant que marxiste, nous allons prendre la valeur travail, c'est-à-dire le temps social nécessaire pour produire un bien. Par exemple, s'il fallait quatre fois plus de temps pour produire un train plus «écologique» qu'un train ordinaire, on augmenterait notre richesse d'un facteur 4. Or il n'y aurait toujours qu'un seul train. Nous devons aller vers des circuits courts et une production plus décentralisée. Mais que la quantité totale de richesses produites doive décroître, je ne le pense pas, car la quantité de travail nécessaire, pendant la transition écologique et énergétique, va augmenter, dans les technologies de l'éolien, de la géothermie, de l'énergie maritime, etc.

BL: Mais êtes-vous conscient de la déplétion des ressources (fossiles, minerais, sable, eau, etc)? Il va falloir faire avec moins de ces ressources dans le futur, tout simplement parce qu'elles ne seront plus disponibles à des coûts économiques raisonnables. Quant aux énergies renouvelables, elles ne compenseront pas entièrement les fossiles...

Plus le temps avance, plus la transition va être difficile. Pendant celle-ci, on devra réduire la consommation en Europe occidentale, mais au niveau mondial on ira vers un autre type de consommation. La science et la technique nous aideront, mais ne suffiront pas à elles seules. Il faudra aussi qualitativement changer son mode de vie, et là je suis d'accord avec les décroissants de gauche. De là à dire que nous irons vers un recul du confort, je ne le pense pas, car le capitalisme a énormément bridé la science jusqu'à présent. Avec une science réellement libre, je suis convaincu que nous pourrions inventer des modes de vie qualitativement supérieurs.

BL: À propos du confort, n'oublions pas qu'il y en a de deux types: le moderne permis par les esclaves énergétiques, et le traditionnel avec par exemple le hamac, qui est un objet simple et confortable. Faut-il continuer l'électrification tous azimuts, ou bien revenir à une notion du confort plus sobre?

D'abord je refuse le confort mercantile dont on nous bourre le crâne. Mais quand vous dites «revenir à», c'est une question philosophique. Revenir à une époque où l'on avait un autre type de confort, marchand lui aussi, mais où l'on polluait assurément moins? Je dis au contraire que le but est d'aller vers autre chose avec un autre type de production qui ne ressemblera pas à celui des Trente Glorieuses. Les marxistes parient toujours sur le progrès, le fait d'aller de l'avant. Nous n'imaginons pas revenir, par exemple, à une économie pré-marchande.

AP: Justement, le PTB ne partage-t-il pas avec le capitalisme cette religion du Progrès?

Le concept de progrès n'est pas ombilicalement lié au capitalisme. Sa définition capitaliste – augmentation du PIB et de la production de n'importe quel bien rentable –, je la rejette. Dans une société libérée de la dictature des multinationales, définir collectivement et démocratiquement le niveau de confort sera ardu, car il faudra intégrer les besoins individuels, sociétaux et écologiques. C'est le pari du développement durable pour les générations à venir.

AP: Mais quels sont vraiment nos besoins? Ceux créés par la publicité? Je n'ai pas souvent entendu le PTB se prononcer sur l'invasion de la pub, par exemple...

À Liège, nous avons pourtant fait une action contre les panneaux d'affichage publicitaires pour les rendre aux associations. Mais je suis d'accord que le PTB diversifie trop peu son profil. La réalité, c'est qu'il y a énormément de combats à mener: les réfugiés, les sans-papiers, la parité, etc. Aujourd'hui dans les pays du Nord, les mouvements de gauche politiques, syndicaux et associatifs sont sur la défensive; au Sud, ils sont plus offensifs. Donc, ici, nous ne pouvons pas tout prendre en main. Attendons la relève, la jeunesse et un mouvement pluriel de luttes complémentaires. En Belgique, il y a trop peu d'endroits où l'on se parle pour nous enrichir les uns les autres de nos luttes respectives. Construire un mouvement dans la diversité, voilà un défi auquel le PTB doit contribuer.

BL: Vous dites dans Première à gauche (éd. Aden, 2013): «Qu'on n'aille pas dire à ces millions d'Africains qui attendent des tracteurs pour labourer la terre qu'il y a trop d'acier dans le monde». C'est là une conception industrialiste qui va se fracasser contre le mur écologique. Eh oui, peut-être y a-t-il trop d'acier produit dans le monde! Cela contribue aussi aux dérèglements climatiques. Produire de l'acier en Belgique pour fabriquer des tracteurs à destination des paysans africains, alors que le labour avec les tracteurs et l'agriculture intensive détruit les sols, est-ce vraiment une bonne idée? Cette vision classique du progrès technique destiné à se répandre dans le monde à partir de l'Occident n'est-elle pas devenue obsolète?

Je ne pense pas que l'on puisse développer l'agriculture dans les pays pauvres sans apport technique moderne. Il y a moyen d'utiliser la technique autrement, sans devoir revenir à une agriculture familiale à petite échelle, qui n'est pas une solution d'avenir. Les pays européens ont une responsabilité de solidarité envers les pays du Sud pour leur exporter des technologies et des connaissances scientifiques avec lesquelles ils suivront leur propre chemin et restructureront leur économie délabrée.

AP: Pourtant, selon des études scientifiques, la permaculture et l'agriculture biologique pourraient nourrir toute l'humanité. La mécanisation de l'agriculture n'est pas une fatalité...

Hmm... Économiquement, certains pays africains manquent de tout. Toute nation a besoin d'une infrastructure minimale pour faire tourner son économie. Et ceux qui ont le plus de moyens financiers et techniques de transformer leur économie — les pays riches — ont une grande responsabilité pour organiser la transition globale.

AP: Comment le PTB concilie-t-il à la fois le maintien de l'emploi et du pouvoir d'achat dans les pays riches, sans continuer à exploiter les pays du Sud ?

Le danger serait d'opposer la classe ouvrière du centre impérialiste avec celle de la périphérie. Ici, nous pourrions travailler cinq fois moins, puisque les gains de productivité ont augmenté d'autant depuis la fin de la guerre. D'accord qu'il y a une exploitation des peuples du Sud au profit de l'oligarchie occidentale... qui a quand même permis une redistribution vers les travailleurs pendant les Trente Glorieuses...

AP: ... exploitation au profit des classes capitalistes, mais qui nourrit aussi le désir insatiables des consommateurs européens pour les objets manufacturés ...

Le travail coûte moins cher aux capitalistes aujourd'hui parce qu'ils peuvent faire produire ailleurs. Moi j'y vois un côté positif, car la mondialisation offre des perspectives communes de luttes ouvrières. Si nous produisons ici assez de richesses pour vivre bien, elles ne sont toujours pas équitablement réparties. Les marxistes prônent la réduction du temps de travail plutôt que la création nette d'emplois, pour des raisons de bien-être et de possibilités de la démocratie, qui requiert du temps libre. Trente ans de propagande néolibérale du «travailler plus pour gagner plus» nous a mis dans l'obligation de reconquérir le terrain. Mais au Sud se pose la question des quantités pour des gens qui manquent même de calories...

BL: Le premier message d'une politique anticapitaliste ne serait-il pas d'inciter la population à tourner le dos aux modes de vie capitalistes, c'est-à-dire ne plus consommer — ou le moins possible — les produits que les capitalistes lui vendent? Quand je vois des militants de la gauche voyager avec les compagnies aériennes à bas coûts, fréquenter les réseaux «asociaux» ou acheter sur Amazon, c'est totalement incohérent!

Je répondrai en deux temps. D'abord, beaucoup de membres du PTB ont une consommation alternative. Moi-même je fréquente une épicerie bio. Maintenant, il y a le débat philosophique de savoir si ce sont les comportements individuels qui changeront la société, ou l'inverse. Je pense qu'il faut d'abord envisager un changement de la production: il suffirait de décider d'arrêter de produire des sacs en plastique pour qu'on n'en achète plus! Mais il y a un équilibre à trouver avec les choix individuels, bien sûr. Prenons garde aussi que ces nouvelles pratiques de consommation, qui sont chronophages, nous empêchent de mener les autres combats. Ainsi, on pourrait nous reprocher de mettre notre énergie dans un GAC plutôt que de militer avec les réfugiés, par exemple. J'entends les arguments des alternatifs, mais je peux concevoir qu'un combat social prenne le pas sur les autres si la situation est urgente, par exemple une cause syndicale dans une entreprise. Chacun a sa propre vision pour décider quelles sont les urgences dans la lutte anticapitaliste. Cela dit, le PTB doit aussi amener une vision globale.

AP: En réfléchissant d'abord à ce que nous consommons avant même de changer concrètement, nous éviterons l'erreur objectiviste,

comme l'appelle Alain Accardo, consistant à voir toutes les oppressions à l'extérieur de soi sans se rendre compte qu'elles sont aussi créées dans nos subjectivités et que nous-mêmes également faisons partie du problème. Puis il y a cette question de la contradiction entre nos usages et l'exigence écologique...

D'accord, et dans une certaine gauche, on n'a même pas cette réflexion! Personnellement, je l'entame volontiers, mais dans les faits, ça ne change pas toutes les pratiques, loin de là. Je pèse le pour et le contre en ne perdant pas de vue la stratégie: la prise du pouvoir démocratique à partir du sommet de la production. Par exemple, je sillonne la Belgique en voiture pour porter une parole de combat lors de conférences. Je suis ainsi au cœur de la contradiction entre consommation et écologie, mais c'est un moindre mal à court terme, si c'est pour changer le rapport de force. Au PTB, les élus ont un petit salaire pour éviter l'embourgeoisement par l'aisance matérielle; comme député, je gagne 1430€ par mois, grosso modo ce que je gagnais dans mon ancien emploi. Alors, bien sûr que je vais parfois m'alimenter dans les grandes surfaces, car je n'ai pas de marge suffisante pour consommer alternatif. Il importe de faire une synthèse de toutes ces contraintes, limitations et choix personnels, au sein des organisations et entre elles. On s'est souvent contenté de jeter des anathèmes les uns sur les autres. Par exemple, les marxistes classiques ont stigmatisé «le bobo égoïste qui consomme vert dans son coin». Inversement, les décroissants qui fustigent «l'ouvrier défendant son salaire pour pouvoir s'acheter un écran plat» ont tort aussi. Ce sont des visions trop simples. Intensifions le dialogue entre tous les combattants, rendons nos arguments perméables, rencontrons-nous à d'autres moments que les manifestations. Et sachons que nos divisions profitent à nos ennemis.

BL: Vous croyez à la convergence des luttes ?

Oui et avant tout à la convergence de nos discussions! La gauche radicale, les syndicats et les décroissants vont tous à contre-courant, remettent en cause l'ordre établi, et c'est déjà pas mal pour nous rassembler! Après, les confrontations d'idées ne seront pas toujours simples et plus encore quand elles devront se concrétiser dans des décisions démocratiques.

BL: Pensez-vous que le matérialisme historique est toujours une théorie valable en 2015? Pour rappel, il annonce que, au terme d'un processus dialectique plus ou moins long, le capitalisme accouchera du communisme.

Dans le passé, la vision a été trop déterministe, à cause du type de conscience collective qui avait cours juste après 1945; on estimait que plus rien dorénavant ne devait se dérouler comme par le passé. Les gens étaient sûrement trop enthousiastes quant aux possibilités de changer le monde. Par contre, je suis intimement convaincu que le capitalisme va s'écrouler.

BL: Mais son effondrement va-t-il nécessairement aboutir au communisme ?

Le gros problème est que les capitalistes ont des plans B, C, D qui leur font gagner du temps. Leurs ressources — la technoscience, les coups d'Etat, la guerre, la consommation de masse, l'austérité, etc. — pour canaliser ou neutraliser le mécontentement des peuples sont beaucoup plus importantes que nous ne le pensions. Alors, cela dépendra des acteurs sociaux de basculer ou non à gauche. Et pendant les moments de crise ressortent aussi les bêtes immondes. Revenons au principal: historiquement, le capitalisme a bientôt fait son temps, il va mourir du fait des crises de plus en plus sévères et systémiques. Les mécanismes d'exploitation des hommes et des sols — déjà observés par Marx — ne créant pas automatiquement la conscience de classe, les élus de gauche ont un rôle à jouer sur ce plan-là. Nous qui voulons un changement économique (entre autres) sommes «condamnés» à avoir le peuple avec nous, donc de prendre à bras-le-corps leurs problèmes avec eux.

BL: Marx a parfaitement analysé la première contradiction Capital/Travail et a eu l'intuition de la deuxième contradiction Capital/Nature. Ne pensez-vous pas que celle-ci sera déterminante dans la chute du capitalisme ?

Il faut lier les deux. Nous sommes inégaux face aux dégâts écologiques. La bourgeoisie internationale n'est pas à bout de ressources matérielles et financières pour se mettre à l'abri, continuer partiellement à vivre dans «son monde». Elle peut, dans une certaine mesure, reculer les limites au nom du profit. La contradiction vient davantage du système de production capitaliste que du travail.

AP: Mais il faut aussi donner d'autres perspectives, autrement, comme le dit Christian Arnspenger, «même dans une société parfaitement égalitaire, l'angoisse et la révolte de chaque individu resteront fondamentalement intactes. Personne ne possédera moins qu'un autre mais, en l'absence de moyens spirituels, chacun continuera de vouloir pour lui-même davantage et infiniment plus».

L'homme est-il intrinsèquement bon ou mauvais, c'est une vaste question. Je pense que l'homme devient ce que la société en fait. Plusieurs études scientifiques montrent que la coopération l'emporte sur la compétition comme critère évolutif. Mais cette idée-là n'est pas répandue dans le peuple car les idées dominantes, qu'il partage, sont celles de la classe dominante. Dans un autre type de société, il n'est pas dit que l'être humain resterait égoïste...

Propos recueillis à Liège le 1er octobre 2015 par Alexandre Penasse et Bernard Legros.



Illustration: Alice Bossut

UNE PLACE POUR LA LIBERTÉ AU SEIN DE L'INVASION TECHNOLOGIQUE ?

Le samedi 17 octobre se tint à Namur un colloque intitulé «*Quand l'invasion technologique menace nos libertés*», organisé par le GRAPPE (Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Écologique). Dotés d'une infinie richesse, les différents exposés établirent une vision cohérente d'un monde livré aux industriels.

Impossible d'établir un relevé exhaustif des informations livrées ce jour-là, tentons dès lors un succinct rapport subjectif¹. 9h30, le président de séance démarre par un rarissime «*Veillez éteindre vos GSM, par respect pour les personnes souffrant des rayonnements électromagnétiques*».

UN ASSERVISSEMENT VOLONTAIRE

La prolifération du sans-fil fut précisément au cœur de différentes interventions, notamment celle de Cécile de Terwangne, juriste: «*Le droit à la vie privée: quel sens aujourd'hui?*». Une question pertinente lorsque par exemple des smartphones localisent les individus, révélant aux proches les déplacements quotidiens en temps réel. Un enseignant évoqua l'enfer de son métier, interrompu par d'intempestives sonneries. Les adolescents ne sont, semble-t-il, jamais déconnectés, de même que certains collègues, montrant l'exemple en tapotant frénétiquement durant les exercices! Des parents font pression sur la direction afin d'exiger le «*recadrage*» des profs interdisant le GSM durant les cours, car les enfants ne peuvent recevoir leurs SMS! Etc.

Ce type d'informations ahurissantes, devenues ridiculement banales, permettent de glisser vers l'exposé de Jean-Pierre Lebrun, psychiatre et psychanalyste. Il porta son attention sur le changement colossal de société, dont nous prendrons toute la mesure par l'observation du vieillissement des «*Digital-Natives*» -les enfants du numérique-, nés dans un environnement déjà peuplé d'ordinateurs et de smartphones. Pour «*grandir*» psychologiquement, il est nécessaire de se séparer de la mère, or ces technologies remplacent aujourd'hui «*un cordon ombilical qu'on ne coupe pas*», pour des enfants de plus en plus asservis au «*tout, tout de suite*».

Une interrogation fondamentale porta sur la raison pour laquelle, incapables d'en percevoir le caractère hautement liberticide, une majorité d'individus considèrent ces engins comme porteurs de liberté. Sans doute que, «*totalelement dépossédés d'une quelconque décision influente sur la marche du monde*», les individus ressentent de cette manière «*une impression de toute puissance*», de vie hyper-active peuplée d'une foule de relations sociales.

UNE VIE TRANSFORMÉE EN ARGUMENT PUBLICITAIRE...

Cela nous mena assez naturellement vers cette petite start-up américaine, devenue grande par la servitude volontaire (à nouveau!) de dizaines, puis centaines, milliers et millions d'individus, encouragés à financiariser leur quotidien au sein d'un commerce triangulaire inédit. L'exhibitionnisme et le culte de l'ego, favorisés par un outil comme Face\$book, sont en effet devenus les objets d'un commerce colossal, entraînant des négociations publicitaires ciblées entre annonceurs et patrons de la multinationale. En outre, l'autorisation est ac-

cordée à ces derniers d'utiliser les données personnelles, pour les placer au centre de tractations avec le secteur bancaire, par exemple. Dans ce cas, à l'aide d'algorithmes innovants, il s'agit alors d'établir la solvabilité d'un individu, avant d'accorder un prêt; ou encore le risque de mort à la suite de violences conjugales, avant la signature d'un contrat d'assurance. Aujourd'hui quelques individus sont milliardaires grâce à une matière première inédite: les publications volontaires des individus! Pas de clic, pas de dollar!

Évoquant la notion de «*réseau social*», une intervenante s'interrogea sur le «*réseau de Résistance*» de ses grand-parents, et les possibilités ou non de réitérer aujourd'hui ce type d'expérience politique, face à un tel archivage des liens sociaux reliant les individus. Dès à présent, une grande part des données connues des services de renseignements proviennent de pratiques et publications volontaires.

... OU EN OBJET DIGITAL

Concernant les puces RFID, passons rapidement sur les individus volontaires (encore!), en évoquant uniquement ce formidable moment branché qu'est une «*Implant Party*». «*Sous la peau, sur le dos de la main, ils ont désormais une puce qui leur permettra d'entrer à la salle de sport, d'ouvrir leur portillon ou leur parking, de remplacer les cartes de visite. Les implants sont des puces RFID, comme celles des passeports, des cartes de crédit ou celles implantées sous la peau de nos animaux de compagnie*»².

Les animaux... furent justement au centre de l'exposé de Matthieu Amiech, du collectif «*Faut pas pucer*». Le lecteur aura compris, une telle journée ne baigne pas allègrement dans l'optimisme! De légères touches positives peuvent cependant subsister... Tels tous les secteurs de l'activité humaine, nous assistons à l'informatisation de l'agriculture et de l'élevage. Une loi française impose le puçage, avec pour but de disposer de troupeaux gérés entièrement par l'informatique: la puce ouvre le portique, la puce libère la nourriture, la puce permet de localiser l'animal, etc... L'élevage peut alors intégralement se faire devant un ordinateur. La déshumanisation à l'œuvre, par la remontée automatique des données vers l'administration, vise également ici le contrôle du travail humain.

Quelques dizaines d'éleveurs, malgré le risque de suppression de subventions vitales, refusèrent le puçage et rameutèrent une dizaine d'amis lors du contrôle. Face aux menaces d'amende en cas de renouvellement de ce type de «*pression*», au second contrôle les témoins furent 80! Face à l'absence de puce, le rapport décréta que les brebis étaient



Illustration: Anne-Gaëlle Amiot

«*inexistantes*». Une action de soutien, démarré par l'envoi d'une «*Lettre ouverte aux bureaucrates: les brebis qui n'existent pas font-elles des crottes virtuelles?*», permit de payer les milliers d'euros de subvention perdus. Pour la suite, l'inquiétude subsistait sur les réactions de l'administration. Surprise: l'année suivante les contrôleurs ne se présentèrent pas, et les subventions furent rétablies! La résistance et sa médiatisation entraînent donc une «*phase de temporisation technologique*!»³.

Face à cette invasion massive, quand va-t-on appuyer sur le frein? Simon Charbonneau, maître de conférence à Bordeaux, nous livra ici le mot de la fin. Se présentant comme «*technocritique*», un mot systématiquement transformé par l'idéologie ambiante en «*technophobe*», il décrit la caractéristique fondamentale d'une idée totalitaire: s'imposant à tous, elle ne peut être remise en question sans le risque d'une disqualification immédiate. «*Or, ce déferlement technologique n'obéit à aucune finalité humaine, sauf à la sienne propre! Tout cela fondé sur une transgression permanente des limites humaines et naturelles. (...) Nous sommes face à des phénomènes pathologiques de fuite en avant, on ne maîtrise rien. Il y a, y compris au niveau des milieux intellectuels, un refus de penser, et au niveau de la classe politique: le décervelage est complet!*»

Gérald Hanotiaux

- (1) Pour plus d'informations sur le colloque, les organisateurs, et les intervenants: <http://www.grappebelgique.be/spip.php?article3037>
- (2) «*Les Implant parties: vivre avec une puce électronique sous la peau*», Gaëlle Joly, France Info, 15 mai 2015. Un reportage radio dans une Implant Party de Stockholm est écoutable sur le site www.franceinfo.fr
- (3) Des échos de cette lutte sont visibles dans le film «*Mouton 2.0 - La puce à l'oreille*», de «*Antoine Costa et Florient Pourchi*, disponible sur internet.

LE NUCLÉAIRE : PLUS QUE JAMAIS LUTTER CONTRE*



Illustration: Romain Vahsen

Les communicants¹ étant partout et répétant à l'envi des phrases ineptes genre « même si tous les 20 ans se produit un accident similaire, le nucléaire évitera toujours plus de risques qu'il n'en crée »², la solution ne viendra pas d'en haut. Ce n'est pas là faire preuve de défaitisme, sinon de lucidité.

Rien n'était plus urgent que de rappeler l'état des lieux du complexe nucléaire. Que faudra-t-il pour ne plus voir surgir un nouveau « Fukushima » ? Et que nous, citoyens, nous bougions ; que nous allions vers d'autres sources d'information.

Nous ne voyons pas d'autres issues, à part celle où nous ne pourrions plus rien faire. Parce qu'il sera trop tard. Ce double dossier n'était donc pas de trop.

Dossier coordonné par
Nicolas Bras et Alexandre Penasse

* Suite du dossier de septembre-octobre

Vivre le présent en pensant le futur, ce n'est pas anticiper la catastrophe dans une apathie qui nous liquéfierait comme sujet social, provoquant ou bien le déni de ce que l'on sait, ou bien l'évitement de ce que l'on ne veut pas savoir. Au contraire, anticiper, c'est porter un regard lucide sur ce que nous faisons présentement afin de le changer et de ne pas aboutir à ce que nous voulons éviter : une catastrophe majeure.

Rien toutefois dans le contexte quotidien concernant le nucléaire qui nous aiderait à penser ainsi et à nous aider à lier la théorie à la pratique : les médias et les gouvernements nous apaisent et nous désinforment. L'incompétence des élus en fait des serveurs de l'industrie nucléaire et de fidèles relais de la propagande officielle. La teneur des discussions parlementaires et les mensonges éhontés de la Ministre Marghem nous le prouvent plus que tout (page 10), le relais médiatique de la propagande japonaise par les médias dominants pas moins (page 15).

Ils ne savent pas ce qu'il se passe, ici en Belgique, France, Royaume-Uni, là-bas à Fukushima ; ils ne savent pas, ou ne veulent pas le savoir tant la censure et les mesures politiques d'omerta indiquent tout de même qu'ils pressentent que l'accès à la vérité risquerait de changer la donne (page 16). Pour qui bossent-ils ? Pas pour le peuple, cela semble évident.

Le nucléaire civil est sans doute la pire application technique que l'Homme ait réalisé, après la bombe atomique, lesquels sont intimement liés. Alors que le démantèlement des centrales ne pourra pas se faire (page 12), mais que cette vérité n'est pas dite

tant elle mènerait à un arrêt brutal de construction de tout nouveau réacteur, des débats publics et citoyens devraient avoir lieu dans tout le pays, menant à des décisions collectives (sous forme de référendum d'initiative populaire) d'une population cette fois informée. C'est là un enjeu majeur. Cela paraît gros, parfois prophétique, mais plus que jamais nous avons pris conscience en réalisant ce double dossier que la lutte antinucléaire était un des lieux où se jouait l'avenir de l'espèce.

(1) Voir « Les communicants, à l'oreille des politiques », La Revue Dessinée, Automne 2015.

(2) Selon le « célèbre spécialiste du réchauffement climatique », Jean-Marc Jancovici. Voir, pour des citations de « l'expert » encore plus inédites, <http://lenergiedavancer.com>

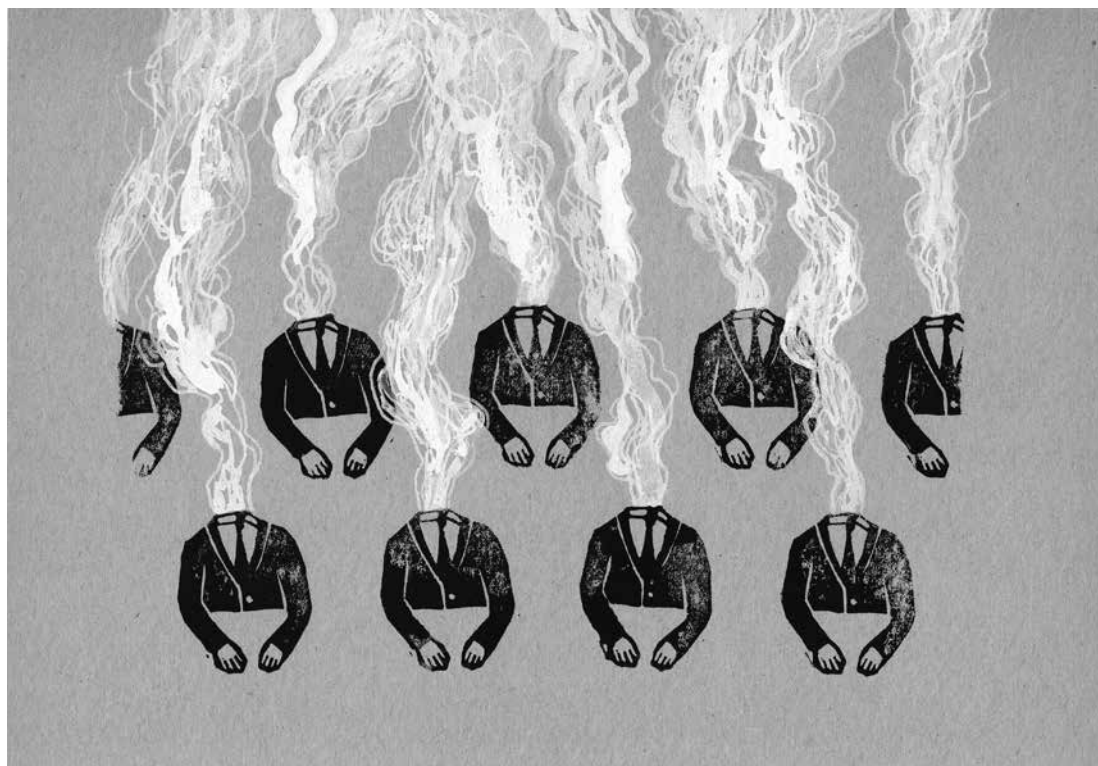


Illustration: Mathilde Vandebussche

LE NUCLÉAIRE DANS LE PARLEMENT: DE QUOI PARLE-T-ON ?

Alors même que la question nucléaire devrait constituer un débat au sein de diverses instances citoyennes, que l'information sur les risques que cette source d'énergie fait courir à l'humanité devrait être claire pour tous avant de poser un choix lucide, quel est l'état de cette discussion au sein des lieux de pouvoir ? Quel est le niveau de conscience de ceux qui décident pour nous dans les hémicycles parlementaires et quels intérêts défendent-ils ? Rencontre avec Eloi Glorieux, chargé de mission énergie au sein de l'ONG Greenpeace.

Kairos. Comment avez-vous vécu les échanges parlementaires qui ont eu lieu lors de la prolongation des centrales et quelle a été votre implication dans ce processus ?

Eloi Glorieux. Il y a eu des heures et des heures de débats dans le Parlement avec une seule constante: Marghem (La Ministre fédérale de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, ndlr) a continué à mentir, et j'utilise le mot «mentir» car ce n'est pas «ne pas vraiment dire la vérité», non c'est vraiment mentir. De plus, l'AFCN (Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire), si on leur demandait des informations avant le débat, souvent on devait attendre deux-trois-quatre semaines, mais bon ils donnaient les informations; pendant le débat, ils ne nous ont plus rien donné. Par exemple, des documents sur l'état de Doel 1 et Doel 2, mais aussi sur Doel 3, Tihange 2, les deux réacteurs fissurés; les résultats de tous les tests qui ont été faits sur les fissures... tout d'un coup ils refusaient de nous donner quoi que ce soit. Ils disaient: «Après, quand les dossiers seront clôturés, on va vous donner tous les documents». Mais évidemment, si en tant qu'association on veut participer au débat politique, il nous faut les informations avant que le débat politique soit clôturé, ce qui n'était pas le cas. Ce qui est fort dommage également, c'est que Marghem, soit le gouvernement, et l'AFCN refusent que la population participe à ce débat. Ils ont refusé une étude d'incidence environnementale sur la prolongation, alors qu'on est obligé par les conventions D'Espoo et Darius¹, soi-disant parce qu'il n'y a pas de grands travaux à réaliser. C'est quand même un peu bizarre alors qu'Electrabel dit que les travaux qu'ils doivent faire pour pouvoir prolonger ces réacteurs pendant 10 ans coûteront entre 600 et 700 millions d'euros. Alors 600 à 700 millions d'euros sans faire de grands travaux, je me demande à quoi ils vont donner tout cet argent.

Pendant tout le débat qui a été, disons ardent, dans le Parlement même, on m'a exclu de la participation en tant que représentant d'une association. C'est très bizarre, et c'est très significatif. De la même façon, il y a d'ailleurs maintenant quelques communes autour de Doel qui ont voté une motion au Conseil communal demandant que la population de leur commune participe à une étude d'incidence environnementale parce qu'elle se trouve dans un périmètre de moins de 30 kms autour de la centrale; là aussi, ces gens ont un intérêt direct et on refuse qu'ils participent à un tel exercice. C'est une régression de la démocratie.

C'est interpellant quand vous dites justement que Marghem a menti au Parlement. Est-ce que vous avez quelques exemples pour étayer vos propos ?

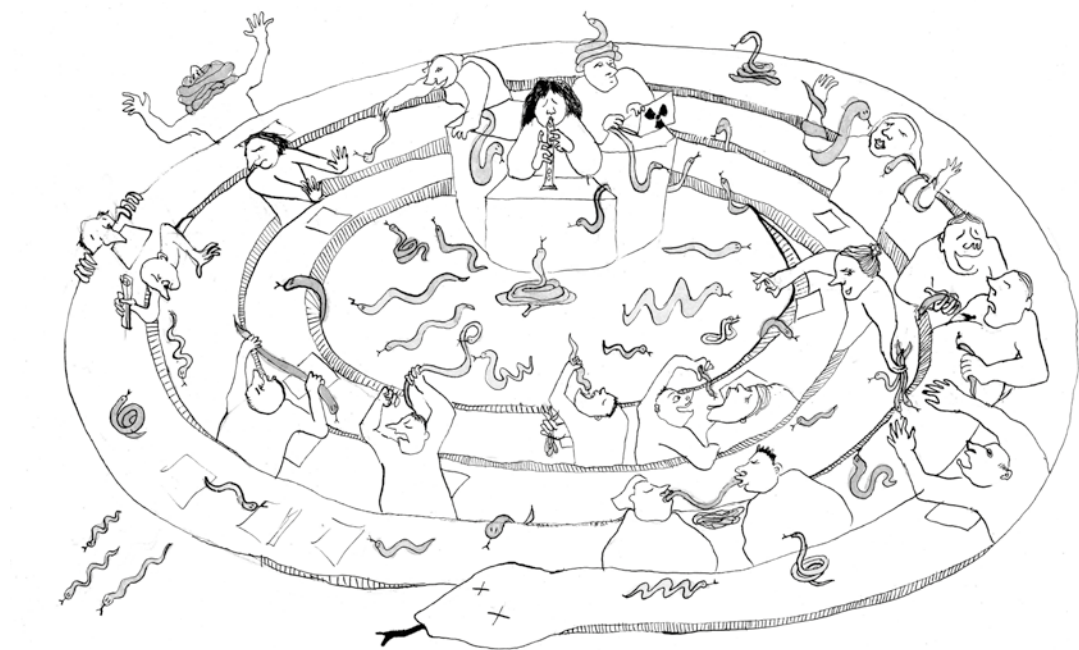


Illustration: Mathilde Boiton

Oui, elle a dit: «C'est une étude qui a été faite qui montre très bien ça et ça et ça...». Les parlementaires ont alors dit: «Si c'est une étude qui est si importante dans ce débat, donnez-en-nous un exemplaire». Il faut au moins que les parlementaires disposent de cette étude s'ils doivent voter la loi et si vous dites que c'est sur base de cette étude que vous avez pris vos décisions». Finalement, l'étude était une note manuscrite sur deux pages faite par un collaborateur de son cabinet. Il y a également des documents, que l'on peut retrouver dans les annales du Parlement, où elle dit des choses très précises et, lors de la session suivante, lorsque les parlementaires lui demandaient de mettre les preuves de ce qu'elle disait à leur disposition, elle refusait. Il est donc finalement clair que cette note n'existait pas ou que c'était une note pour embrouiller.

Vous parlez de l'ébullition dans le Parlement: est-ce que c'était vraiment scindé majorité/opposition dans les réactions, ou c'était plus subtil que ça ?

La majorité évidemment, mais ça m'étonne toutefois, a quand même soutenu Marghem. La NVA c'est évident, puisque ce que Marghem a fait, c'est de réaliser le programme de la NVA; le MR, comme le CD&V et le VLD, avaient approuvé, moins d'un an avant, la prolongation de Tihange 1, mais la fermeture de Doel 1 et Doel 2. A peine un an après les élections et étant maintenant avec la NVA au pouvoir, tout d'un coup ils ont changé d'avis, alors qu'il n'y avait aucune raison de le faire. Le rapport de la CREG (Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz) démontre par ailleurs maintenant qu'il n'y a absolument pas eu de risque de fermeture... Du côté du CD&V et de l'Open Vld, il y avait de temps en temps des critiques, mais sans vraiment d'oppo-

sition. Ils étaient eux-mêmes un peu gênés de la façon dont Marghem a géré cette affaire, mais ils n'ont quand même pas réagi.

Au niveau de l'opposition, il y avait un assez fort désaccord: je dois dire effectivement qu'il y avait Groen et Ecolo, c'est évident; le sp.a et le cdH aussi! On voyait qu'ils étaient bien préparés, bien documentés; au niveau du PS, ils ont suivi le reste de l'opposition. Évidemment pour le PS et le sp.a c'était un peu gênant du fait qu'il avaient approuvé il y a à peine un an la prolongation de Tihange 1, donc c'était un peu embêtant d'utiliser des arguments contre la prolongation de Doel 1 et Doel 2, que normalement ils auraient dû utiliser un an avant contre la prolongation de Tihange 1. Le Vlaams Belang, qui sont des pro-nucléaires, n'ont pas du tout participé au débat; le PTB un petit peu, mais ils ont aussi fait une bonne opposition.

Comment cela s'est-il passé au moment où vous êtes intervenu ?

Il y avait des auditions durant lesquelles une quinzaine de personnes ont parlé. J'étais le seul à me focaliser sur les risques de prolongation des anciens réacteurs. Ce que j'ai constaté, c'est que ce n'est pas encore vraiment pris au sérieux. On part toujours du principe «chez nous ça ne peut pas arriver». Même après, pas seulement Tchernobyl, mais aussi Fukushima, même après avec tous les pépins qu'on a eus ces derniers temps avec nos propres

(1) La convention d'Espoo (ou convention EIE) «est une convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans les contextes "transfrontière"», voir wikipedia; La convention Darius porte sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

réacteurs – sabotage à Doel 4 qui un an après, n'est toujours pas résolu, on ne sait toujours pas qui l'a fait et le motif, sabotage qui a causé la fermeture pendant 4 mois du réacteur, donc ce n'est pas rien; et les fissures à Doel 3 et Tihange 2 où les deux réacteurs sont à l'arrêt depuis plus d'un an et demi. Je suppose qu'au plus tôt dans un ou deux mois, ils vont décider s'ils peuvent redémarrer ou fermer définitivement (ndlr La décision de prolongation de Doel 1 et 2 a finalement été prise le 30 novembre, 1h30 avant le délai...). Il y avait donc évidemment des risques de sécurité à leur centrale qu'ils ont complètement négligés, liés à des réacteurs qui ont maintenant 40 ans, alors que Doel 1/Doel 2 et Tihange 1, les trois plus anciens réacteurs, n'étaient conçus que pour durer 30 ans. La loi de sortie du nucléaire permet de prolonger les réacteurs jusqu'à 40 ans - donc déjà 10 ans en plus -, et maintenant on y ajoute encore une fois 10 ans. Cela ne veut pas dire qu'on aura certainement un grand accident, mais ça augmente certainement le risque d'un incident qui peut mener à un accident très grave.

Mais au-delà de ce risque-là, on n'avait réemment que deux réacteurs qui fonctionnaient sur les sept...

C'est la preuve que nos réacteurs qui deviennent de plus en plus vieux deviennent également de moins en moins fiables (même si l'on ne parle qu'en terme d'approvisionnement, on constate d'ailleurs qu'on ne peut plus compter sur ces vieux réacteurs). Dans un pays qui dépend autant du nucléaire, c'est un désastre. Si maintenant on ne dit pas «on va aller dans l'autre direction, on va diminuer notre dépendance au nucléaire», et qu'on prolonge les anciens réacteurs, on augmente les risques.

Est-ce qu'il y avait des réactions lors de la Commission, au moment où ces arguments ont été mis en avant ?

Il y avait quelques questions mais des questions assez bêtes comme «oui, mais Greenpeace dit qu'il faut absolument arriver à réduire les gaz à effet de serre, donc vous voulez faire des centrales nucléaires aussi?», ou «il y a plus de gens qui meurent à cause du charbon qu'à cause de la radiation des centrales nucléaires»... bon, c'est le type d'arguments que l'on entend. On voit bien que ces gens-là ne connaissent pas vraiment le dossier et ne savent pas vraiment de quoi il s'agit: ils continuent à prétendre qu'un accident grave chez nous ne peut pas arriver; ce scénario-là, ils ne le prennent même pas en considération. C'était quelque chose qu'on voyait avant Tchernobyl, après Tchernobyl; mais qu'on continue à le faire après Fukushima c'est complètement incompréhensible.

Est-ce que le nom de Fukushima a été prononcé durant ces discussions ?

Pas vraiment. Le problème était surtout «est-ce qu'on peut oui ou non répondre à notre besoin d'électricité si on ne prolonge pas ces centrales, et est-ce qu'il y a des alternatives». Les alternatives étaient par exemple de dire «eh bien oui, on peut augmenter la capacité d'importation». À quoi ils répondaient «ah non, ça ne va pas, on a besoin au moins de trois ans pour le faire», alors que l'ancien directeur de la CREG énonçait que c'était tout à fait possible vu qu'il y a une ligne de réserve du Pays-Bas vers la Belgique, mais cette ligne est occupée par le courant de Doel 1/2: donc, si on ferme Doel 1/2, on peut libérer cette ligne pour importer de l'électricité de la Hollande qui en a trop pour l'instant. Par ailleurs, pourquoi prolonger quand on sait également que suite à la décision de prolongation, une étude de la CREG – et là à nouveau je m'étonne que la CREG ait sorti cette étude seulement après le vote du Parlement et pas avant – a montré qu'il n'y avait eu aucun danger de pénurie l'hiver passé et qu'il n'y en a pas plus pour cet hiver-ci?

Ce qui est étonnant, c'est qu'au final quand on entend parler les opposants au nucléaire,

comme vous et d'autres, c'est très difficile de comprendre quels sont les arguments favorables. Dans un sens, il y a cette histoire de sécurité énergétique, alors qu'il y a quelques mois il n'y avait plus que deux réacteurs qui fonctionnaient sur sept, on n'est donc plus sûr de la fiabilité de chacun des réacteurs; des incidents peuvent arriver, donc ce n'est pas si sûr que cela...

La fermeture de cinq réacteurs sur sept, c'était juste après le vote; la nouvelle évaluation de la CREG a eu lieu également directement après le vote. Est-ce qu'ils ont fait cela expressément, se disant «il ne faut pas qu'on sorte toutes ces informations en même temps ou qu'on ne ferme pas tant de réacteurs avant le vote, car sinon ça va être clair pour tout le monde que le nucléaire n'est pas fiable». A ce moment-là, les uns disent oui, les autres disent non...

Mais entre ces oui et ces non, il y a un discours argumenté. Je reviens à ce que je disais: les arguments que j'entends des «contre» ne trouvent pas de vrais contre-arguments au niveau des «pour», et donc au final le seul argument que j'entends c'est «oui, mais économiquement pour l'instant c'est la seule piste».

Un argument repris souvent serait que chaque heure de fermeture d'un réacteur coûterait à notre économie des millions d'euros. Dans celui-ci, ils disent: «Tu veux quand même pas risquer ça!». On leur répond alors: «Combien ça va coûter s'il y a un accident?», ce à quoi ils rétorquent: «Ah non, ça un accident, ce n'est pas la question!». Dans le même temps, on apprend par exemple qu'il y a une ville en Flandre où il y a eu récemment une panne d'électricité pendant trois heures... et qu'il n'y a personne qui est mort! Il y a des choses qui sont beaucoup plus graves que cela. Il faudrait qu'on ait un hiver extrêmement froid, pendant au moins trois semaines, où il n'y a pas de vent, où il fait sombre partout en Europe, à ce moment-là, il pourrait y avoir des problèmes pendant quelques heures... Et alors! Tout le monde était au courant de tous ces faits.

Jan Bens a fait une déclaration il y a quelques mois concernant la politique de sécurité au sein de Tihange qui devrait selon lui être renforcée. Comment interpréter cela ?

Cette déclaration a surtout pour fonction de dire «tiens, vous voyez qu'on est quand même assez sévère», mais en fin de compte, ça ne change pas beaucoup. Mais c'est aussi une indication qu'il y a en effet des problèmes au niveau de la sécurité des centrales nucléaires; il y a aussi le fait que plus d'un an après, l'acte de sabotage à Doel n'a toujours pas été résolu: qui l'a fait? Quel était le motif? C'est quand même assez effrayant; aussi le fait qu'une des personnes tuées par l'IS (le groupe État islamique) qui était allée se battre en Syrie, avait une licence pour travailler à Doel... donc pendant cinq ans il est entré-sorti, entré-sorti, dans la centrale nucléaire de Doel, avec une permission spéciale. C'est seulement après sa mort en Syrie qu'ils ont réalisé que cette personne pouvait rentrer dans les centrales nucléaires. La sécurité n'est donc vraiment pas ce qu'elle devrait être.

Est-ce qu'on sait vraiment au fond atteindre une culture de sécurité qui permettrait d'éviter tous les risques ?

Ça fait partie de la nature du nucléaire: n'importe quelle mesure de sûreté que l'on prend, ce ne sera jamais sûr. Même la meilleure protection ne peut pas éviter un attentat ou un accident; d'ailleurs chaque année on se rend compte qu'il y a de nouveaux risques qu'on n'avait pas envisagés avant. Au moment de la conception des centrales, l'idée que des terroristes pouvaient se jeter avec un avion sur l'installation n'était pas prise en considération car on ne pensait pas que ça pourrait arriver. Zaventem n'est qu'à quelques minutes de vol de Doel, donc ça veut dire que les réservoirs de kérosène sont encore

pleins au moment de l'impact; de plus Doel est plat, n'est pas vallonné comme Tihange, on voit d'une distance de plusieurs kilomètres les centrales où l'avion peut descendre facilement sans obstacles.

A l'entame des discussions parlementaires et de la commission Economie, y alliez-vous en vous disant «bon, il y a l'espoir que cette loi ne passe pas» ?

Depuis le début, Marghem était si directe, mentait ouvertement, que même les autres partis de la majorité en étaient gênés. A ce moment-là, je me suis dit: «Peut-être que maintenant ça peut tourner». Mais bon, il y avait une discipline autour de la majorité et ils l'ont laissé faire; à un certain moment, elle s'est excusée devant le Parlement en disant seulement: «Oui, j'ai peut-être un tempérament un peu plus fort que les autres, et c'est dû à ça», mais elle n'a pas dit «je ne vous ai pas exactement dit la vérité...».

Une des personnes tuées par l'état islamique, qui était allée se battre en Syrie, avait une licence pour travailler à Doel.

La seule chose que je voyais à ce moment était qu'ils étaient obligés d'organiser d'abord une étude d'incidence environnementale, y compris une consultation publique, pas seulement ici en Belgique mais aussi dans les pays voisins (les convention d'Espoo et Darius le stipulent). Ce que je trouve aussi très bizarre, c'est que juste une semaine après le vote du Parlement, le juge ait décidé que le recours de Greenpeace était sans objet, pour des raisons complètement absurdes. S'il avait dit: «Oui, en effet, Darius et Espoo doivent être organisés en Belgique», à ce moment, il y avait un problème parce que l'on n'organise pas cela dans un délai de quelques mois, il faut un an au moins...

On est donc allé en recours, mais on va également porter plainte au Conseil d'État, car l'AFCN a décidé il y a trois semaines d'approuver le plan d'action d'Electrabel sans avoir organisé une étude d'incidence environnementale et une consultation publique. Pendant le débat parlementaire, le Conseil d'État avait donné son avis sur le projet de loi, et là il avait dit clairement: «Oui, il faut organiser une étude d'incidence environnementale et une consultation publique». Marghem a refusé. Je ne connais aucun exemple dans notre histoire où un ministre se fout complètement de l'avis du Conseil d'État. C'est là un autre exemple de la manière dont elle agissait: elle se sentait vraiment au-dessus des dieux, des lois, du Conseil d'État et de n'importe qui!

Propos recueillis par **Nicolas Bras**
Retranscription par **Alexandre Penasse**

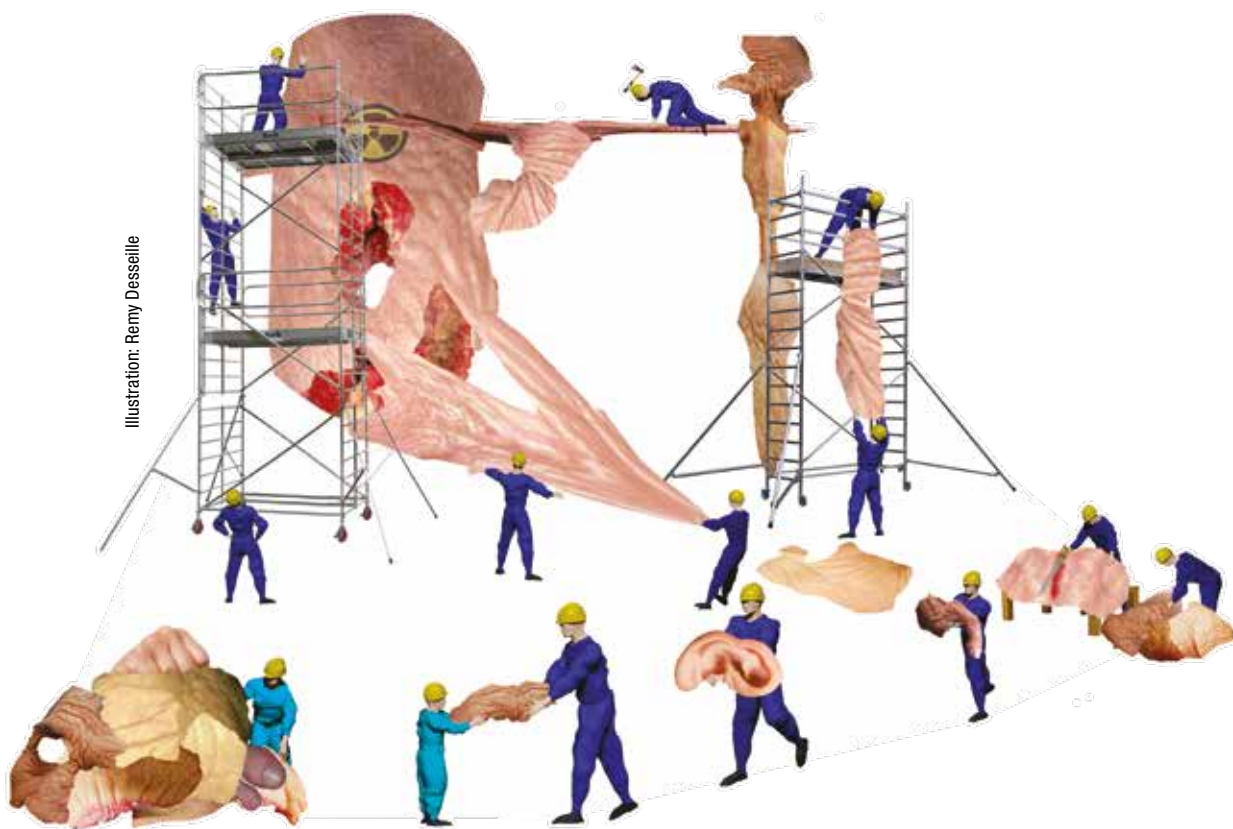


Illustration: Remy Desselle

DÉMANTÈLEMENT NUCLÉAIRE : QUI PAIE L'ADDITION ET COMMENT ?

L'exploitant d'un parc éolien ne se verra pas remettre un permis d'environnement s'il ne peut démontrer comment il compte retransformer le site en un « green field » après l'expiration du permis. Les panneaux solaires usés devront être soigneusement détruits et les pièces recyclées. Cela est tout à fait justifié. Or, pour ceux qui exploitent une centrale nucléaire, la loi est bien plus souple. Depuis le début de l'ère nucléaire, on était vaguement conscient que les réacteurs nucléaires devraient être démantelés un jour, et que des déchets dangereux seraient produits. Comment opérerait-on ce démantèlement nucléaire et que ferait-on des déchets radioactifs, on ne le savait pas exactement. Il y avait toutefois une telle foi dans le génie humain et le progrès scientifique et technologique qu'on pensait qu'une solution se présenterait le moment venu. Ou pas.

Plus de soixante ans après l'introduction des premières centrales nucléaires produisant de l'énergie, il n'y a toujours que très peu d'expérience dans le démantèlement nucléaire des grands réacteurs commerciaux, comme ceux de Doel et de Tihange. Ainsi, au Royaume-Uni, à défaut d'une stratégie de démantèlement éprouvée, on ferme et on surveille les vieilles centrales nucléaires pendant cent ans. Ce n'est qu'après un siècle, lorsque le taux de radiation s'est un peu amoindri par le biais de la désintégration naturelle, qu'on tacle le démantèlement effectif des réacteurs. Comment se débarrasser en toute sécurité des déchets, produits tant lors du fonctionnement des réacteurs que lors de leur démantèlement, cela reste un grand mystère. Ces déchets hautement radioactifs continuent à émettre des radiations dangereuses pendant des centaines de milliers d'années. On devrait donc en principe les isoler de la biosphère pendant une période plus longue que l'Homme n'a vécu sur Terre...

Certes, les exploitants de centrales nucléaires sont obligés de mettre sur pied des fonds de démantèlement, mais il est extrêmement douteux que ceux-ci suffiront. Premièrement, il y a l'incertitude

quant à la disponibilité même de ces fonds. Les exploitants peuvent en effet les utiliser pour investir dans leur propre secteur, or les prévisions des agences de notation telle Standard & Poor's pour le secteur nucléaire sont tout sauf optimistes. Un investissement fatal, et le fonds se volatilise.

Ensuite, il est aujourd'hui strictement impossible de prévoir combien d'argent sera effectivement nécessaire pour le démantèlement. Si on ne sait pas comment on va démanteler les réacteurs, ni comment on va traiter les déchets, on ne peut en déterminer le coût. La seule chose qui est sûre est que la compréhension en matière de radioprotection et le seuil d'acceptation de la population deviennent de plus en plus rigoureux. Jusqu'il y a peu, on larguait les déchets tout simplement dans les océans. Non seulement les déchets faiblement et moyennement actifs, mais aussi les vieux réacteurs nucléaires d'anciens sous-marins militaires. Aujourd'hui, la loi l'interdit. Les normes deviendront de plus en plus sévères au fil du temps, ce qui fera grimper le coût. Il est donc pratiquement sûr que les générations futures payeront pendant longtemps encore le prix pour le démantèlement nucléaire et le traitement des déchets.

Un réacteur nucléaire produit de l'électricité pendant quarante à cinquante ans, mais son héritage continue à hypothéquer pendant des centaines de milliers d'années le bien-être des générations futures. Nos enfants et petits-enfants paieront par ailleurs l'addition salée de l'énergie nucléaire, dont on vante aujourd'hui le mérite d'être une option bon marché pour garantir notre approvisionnement en énergie. L'énergie nucléaire est le cas d'école d'une activité économique où les gains profitent à quelques-uns, tandis que la collectivité en supporte le coût.

Eloi Glorieux,
Senior Nuclear Campaigner
Greenpeace Belgium
Traduit du néerlandais par Areg Navasartian

NUCLÉAIRE: UNE PERTE SÈCHE!

La Belgique a choisi la technique du démantèlement *immédiat* pour ses réacteurs. Le terme *immédiat* donne à réfléchir: d'une part, le démantèlement d'un réacteur et des équipements associés devrait s'étendre sur 50 à 60 ans; d'autre part, la montagne de déchets radioactifs qui sera générée ne deviendra inoffensive qu'au bout d'une centaine de milliers d'années.

À quel coût? Prenons la centrale de Brennilis en Bretagne qui ne comporte qu'un seul petit réacteur de 70 MW arrêté en 1985: partiellement démantelée à ce jour – reste le plus difficile, le réacteur et son bâtiment –, le coût total est estimé à près de 700 M€. Par extrapolation, l'ordre de grandeur du coût du démantèlement des 7 réacteurs de production belges (~6.000 MW) serait de 60 milliards d'€, une estimation qui en vaut une autre pour ce qui est incalculable par essence, étant donné les aléas du démantèlement et l'explosion prévisible du prix de l'énergie et des matières premières durant les décennies à venir.

Le démantèlement, c'est la promesse d'un travail énergivore et dangereux, assorti de la production d'une masse de déchets mortels. Prendre en compte cette dépense énergétique et celle nécessaire à la *gestion* des déchets pendant l'éternité ne peut aboutir qu'à cette conclusion: l'énergie nette du système électronucléaire, c'est-à-dire l'énergie produite moins l'énergie investie, ne peut être que négative et donc sans intérêt pour l'Humanité sur le strict plan énergétique.

Pas plus que pour le stockage de déchets nucléaires, il n'existe de bonne solution pour le démantèlement. Il devient urgent de réaliser et d'admettre que l'ingénierie nucléaire est un échec absolu de la technoscience car elle ne peut défaire ce qu'elle a fait, ni même en atténuer le caractère destructeur.

Pour les exploitants et actionnaires, le démantèlement représente une perte sèche inacceptable dans leur logique financière. D'où la volonté de l'oligarchie politique et financière de prolonger la durée de vie des réacteurs et même, au-delà de toute raison, de redémarrer des réacteurs aux cuves marquées de milliers de microfissures.

Avec l'électronucléaire, nous sommes en état de guerre permanent! Rien de surprenant, un réacteur nucléaire n'étant qu'une variante de la bombe atomique dont on ne sait où et quand elle va exploser. Du fait des rayonnements ionisants artificiels produits sans discontinuer par cette technique, les victimes se comptent par millions chaque année. La guerre ne se limite pas à l'Humanité d'aujourd'hui, elle est également déclarée contre la nature et toutes les espèces vivantes ainsi que contre les générations futures. À cette situation, une seule réponse a du sens: l'arrêt immédiat de tous les réacteurs nucléaires et d'une technique qui n'aurait jamais dû voir le jour, quitte à mettre en place un système de rationnement de la consommation; vers un niveau individuel de consommation d'énergie limité pour garantir la pérennité de la structure sociale et de notre environnement physique en vue d'un monde meilleur et durable.

Francis Leboutte, ingénieur civil, membre fondateur du mpOC (Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance et membre de l'ASPO (Association for the Study of Peak Oil and gaz).

Le démantèlement complet est irréaliste car trop coûteux. Il n'aura sans doute jamais lieu. La seule issue serait donc de sanctuariser les sites nucléaires à tout jamais ...

En liaison avec les normes de radioprotection, il va de soi que le laxisme actuel à ce sujet facilite le démantèlement. Il suffit de décréter qu'en dessous d'un certain seuil, il n'y a pas de risque pour qu'un déchet radioactif soit considéré comme inertel! C'est une manipulation scandaleuse qui est en œuvre!

Paul Lannoye
Docteur en Sciences physiques

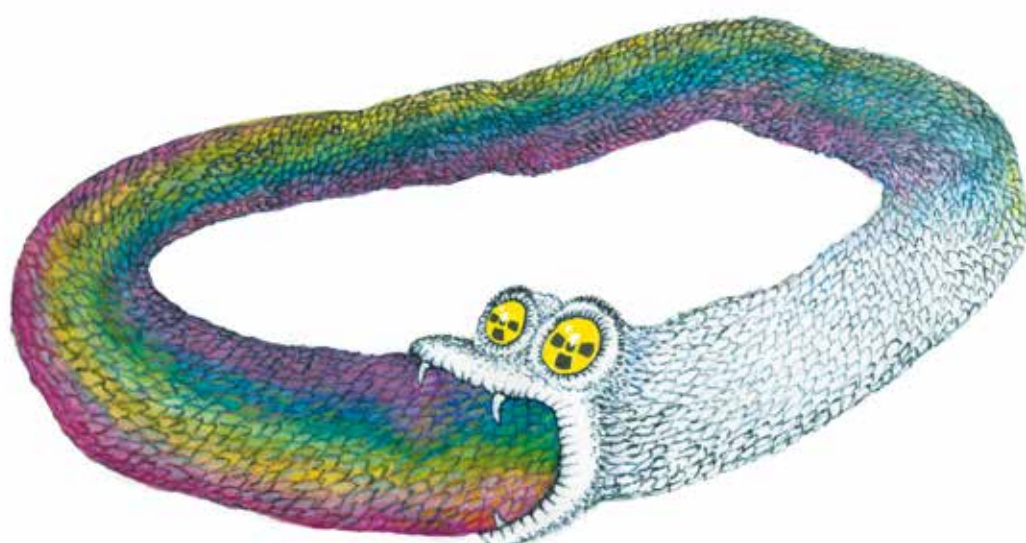


Illustration: Emmanuelle Hanssens

DÉMANTELER LES CENTRALES NUCLÉAIRES ?

DÉSOLÉ, ÇA VA PAS ÊTRE POSSIBLE

Personne n'en parle, et pourtant la filière nucléaire pose un problème insoluble : nous ne parviendrons jamais à démanteler les 435 réacteurs déjà construits dans le monde, dont 230 sont en activité... Est-ce grave ? Oui.

On le sait, le démantèlement des centrales nucléaires arrivées en fin de vie est une opération industrielle lourde, complexe et très coûteuse. Entre manque de savoir-faire, problèmes techniques à répétition, risques permanents de contamination, coûts largement sous-évalués, et impossibilité de stocker les déchets en toute sécurité, le démantèlement se heurte à d'insurmontables obstacles¹. En France, par exemple, la centrale de Brennilis dans le Finistère, censée servir de « vitrine du démantèlement », est en cours de démontage depuis plus de 30 ans! Pourtant, c'est une petite centrale de première génération de 70 MW, bien différente du gigantisme des plus récentes...

Imaginons un monde idéal où les experts trouveraient toutes les solutions techniques et – en accord avec les politiques – se mettraient à planifier le démantèlement des vieilles centrales (qui fonctionnent depuis 40 ans ou plus) ainsi que celles qui n'ont pas encore atteint leur date de péremption. On peut facilement en déduire que cela prendrait des dizaines d'années (au plus tôt jusqu'en 2070) et que la facture serait incroyablement salée...

Maintenant, revenons dans le monde réel. Non seulement les instabilités géopolitiques et le dérèglement climatique menacent déjà le fonctionnement normal des réacteurs (terrorisme, conflits armés, manque d'eau pour le refroidissement, inondations, etc.), mais la convergence des multiples « crises » que nous traversons (climat, énergie, écosystèmes, pollutions, finance, etc.) annonce un effondrement imminent de notre civilisation². Rien de moins! Un tel effondrement pourrait prendre plusieurs décennies (comme cela a été le cas pour l'empire Romain ou les Mayas), mais à cause de la structure interconnectée de notre économie globalisée, il pourrait aussi être bien plus rapide...

Dès lors, que se passerait-il si nous vivions un effondrement financier, économique puis politique des régions nucléarisées au cours de la première

moitié de ce siècle ? D'abord, il est évident qu'il n'y aurait plus de budget pour les démantèlements. Ensuite, il ne pourrait pas non plus y avoir de possibilités de trouver ces fameuses solutions techniques. Enfin, il est très probable que nous aurions du mal à trouver de la main-d'œuvre bénévole pour le faire... surtout si elle n'a pas les compétences. En bref, dans ce scénario de plus en plus crédible, les centrales ne seront jamais démantelées.

Mais allons au bout du raisonnement. Puisqu'elles ne seront jamais démantelées, aurons-nous seulement la possibilité (le temps, l'énergie, les ressources, la main d'œuvre et la technique) de placer des sarcophages sur les 230 réacteurs ? Y croyez-vous vraiment ? Pire : si un choc financier et économique puissant, ou si un conflit global provoquait un effondrement rapide des régions industrialisées, aurons-nous seulement le temps d'éteindre et de refroidir les réacteurs en activité ? Certes, il faut deux heures pour éteindre un réacteur, mais il faut six mois pour le refroidir! Et pendant ces longs mois, le dispositif a besoin non seulement d'un approvisionnement constant en électricité, mais aussi en carburant et en main-d'œuvre. Ce qui est loin d'être garanti...

Conclusion : non seulement les centrales seront abandonnées telles quelles aux générations futures, mais rien ne nous assure qu'elles puissent même laisser la possibilité qu'il y ait des générations futures.

Pablo Servigne & Raphaël Stevens
respectivement ingénieur agronome et docteur en biologie; éco-conseiller, expert en résilience des systèmes socioécologiques.

(1) Voir le documentaire de Bernard Nicolas, « Centrales nucléaires, démantèlement impossible ? », Arte, 68 min, 2013.

(2) P. Servigne et R. Stevens, « Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes », Seuil, 2015.

Illustration: Rose Dupond



POLLUTION RADIOACTIVE : VOUS AVEZ DIT « FAIBLES DOSES » ?

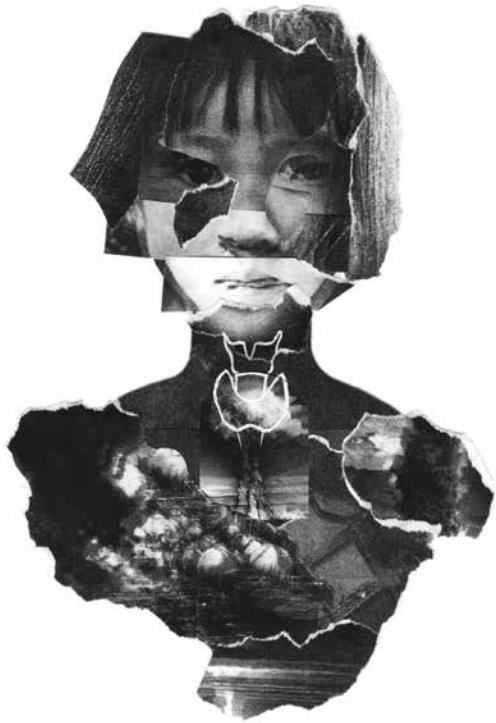


Illustration: Maco Berthet

Depuis 1950, une commission internationale d'experts, la CIPR (Commission internationale pour la protection contre les radiations) publie ses recommandations de radioprotection sur base des connaissances scientifiques qu'elle juge pertinentes. A cette époque de l'immédiat après-guerre, seules les doses élevées d'irradiation faisaient vraiment l'objet des préoccupations des scientifiques. Les faibles doses, c'est-à-dire celles qui ne provoquent pas d'effet à court terme, n'étaient pas considérées comme inoffensives mais comme acceptables parce qu'insignifiantes.

Des valeurs-limites d'irradiation ont été proposées et adoptées par les législateurs des pays nucléarisés. En Europe, les directives Euratom se sont toujours basées sur les travaux de la CIPR. Celle-ci a régulièrement revu à la baisse les valeurs-limites d'exposition aux rayonnements radioactifs et cela jusqu'en 1991.

Les valeurs-seuils proposées dans la publication 60 de 1991 et confirmées jusqu'à la dernière publication (2007) étaient 5 fois plus basses que celles adoptées antérieurement: 1mSv/an pour les personnes du public et 20 mSv/an (en moyenne sur 5 ans) pour les travailleurs exposés. Ces recommandations en apparence rigoureuses ne pouvaient cependant occulter de graves insuffisances:

- seul le cancer mortel est pris en considération comme dérivant de la santé; les pathologies non spécifiques provoquées par les radiations sont laissées de côté;
- les effets génétiques sont largement sous-estimés;
- le fœtus et le jeune enfant sont reconnus comme plus vulnérables mais ne bénéficient d'aucune protection particulière.

En outre, le modèle de risque, datant d'une époque antérieure à la découverte de l'ADN, ne permet qu'une approximation grossièrement insuffisante des dommages provoqués par une contamination. Contrairement à ce que peut laisser croire le discours des experts en radioprotection, la dose limite exprimée en millisievert (mSv) ne se mesure pas, sauf lorsqu'il s'agit strictement d'irradiation externe.

Dans la plupart des cas de pollution de l'environnement par des rejets ou des déchets radioactifs, il y a aussi contamination par des radioisotopes et donc irradiation interne. Celle-ci n'est pas mesurée mais évaluée à partir du calcul de la dose moyenne absorbée et de facteurs de pondération établis sur base d'hypothèses et d'extrapolations. Les valeurs-limites recommandées par la CIPR et adoptées dans les législations de radioprotection (la dernière mise à jour a eu lieu en 2013 avec la directive Euratom 2013/59) portent non pas sur la dose d'irradiation mais bien sur la dose « efficace », c'est-à-dire la somme de la dose externe et des doses moyennes absorbées par les différents organes; le terme « efficace » signifie qu'il n'est tenu compte que des cancers mortels causés par les rayonnements et des dommages génétiques subis par la première génération de descendants.

Différentes études épidémiologiques portant sur l'environnement proche des installations nucléaires ont été publiées au cours des années 1980. Elles mettent toutes en évidence un risque excédentaire de leucémie et de cancer chez les enfants. Toutes ces études font état de rejets significatifs de radioisotopes dans l'atmosphère, la mer ou les rivières. Le modèle de risque de la CIPR ne peut expliquer les résultats obtenus. Ceux-ci correspondent à des irradiations 200 à 1000 fois plus importantes que celles évaluées.

La catastrophe de Tchernobyl a permis la publication de très nombreux travaux scientifiques qui confirment la nécessité de remettre totalement en question les postulats de base, les valeurs-limites et le modèle de risque de la CIPR, comme le propose un groupe international et pluridisciplinaire de scientifiques critiques (CERI) mis sur pied à la fin des années 1990 sous la houlette de Chris Busby. Il serait fastidieux d'évoquer tous les travaux, lesquels ont fait l'objet d'une publication de synthèse en 2009.

Citons parmi les résultats les plus significatifs:

- l'augmentation constatée de la mortalité, de la mortalité infantile, des fausses couches et des cas de faible poids à la naissance après exposition in utero dans les régions les plus touchées par la catastrophe de Tchernobyl;
- la détérioration générale de l'état de santé des populations vivant en zone contaminée, en Biélorussie, en Ukraine et en Russie. Les enfants sont particulièrement touchés: problèmes cardiaques, retard mental, maladies du système respiratoire;
- des malformations congénitales particulièrement graves (spina bifida, atrophie des membres, malformations du cœur et du système nerveux central et même anencéphalie) sont apparues à un taux anormalement élevé dans les régions les plus contaminées en Biélorussie, Ukraine, Turquie, Bulgarie, Croatie et Allemagne.

Tous ces résultats sont inexplicables au vu des « faibles » doses (inférieures à 2 mSv) reçues par les populations de ces régions, telles qu'elles ont été évaluées selon le modèle de risque de la CIPR.

Trois études décisives portent par ailleurs sur les effets génétiques et cancérigènes; elles montrent clairement la non validité tant des valeurs-limites actuellement en vigueur que du modèle de risque:

- l'étude de Weinberg et al (2001) révèle chez des enfants nés après l'accident de Tchernobyl une augmentation d'un facteur 7 des mutations génétiques par rapport aux enfants nés de mêmes parents avant l'accident. Ce résultat montre une sous-évaluation de 700 à 2000 du modèle CIPR;
- une évaluation comparative effectuée par Ch. Busby et M. Scott Cato dans 5 pays européens montre une augmentation significative du taux de leucémies infantiles chez les enfants encore in utero au cours de la période d'exposition au rayonnement interne et définit une erreur du facteur de risque CIPR de 100 à 1000;
- publiée en 2004, l'étude de Martin Tondel porte sur l'incidence du cancer dans le Nord de la Suède après l'accident de Tchernobyl. Elle met en évidence un accroissement du taux de cancers de 11 % pour une contamination de 100 kBq/m² en Cs 137. Les résultats de Tondel montrent une sous-évaluation d'un facteur 490 si on applique le modèle CIPR.

Plus récemment, deux études épidémiologiques de grande ampleur ont été réalisées respectivement en Allemagne (2007) et en France (2012). Elles interpellent à nouveau la CIPR et les Agences de radioprotection. L'étude KIKK portant sur l'environnement des centrales nucléaires allemandes révèle un risque de cancer augmenté de 50% pour les enfants de moins de 5 ans vivant dans un rayon de 5 km autour des centrales nucléaires pour la période 1980-2003. La leucémie est le cancer le plus répandu. L'étude GeoCap sur le risque de leucémie aiguë de l'enfant autour des centrales nucléaires françaises met en lumière un risque accru de 90 % de développer une leucémie aiguë chez les enfants résidant à moins de 5 km des centrales nucléaires, par rapport à ceux qui vivent à 20 km ou plus loin.

Il ne fait plus de doute actuellement que deux éléments essentiels du modèle de risque CIPR doivent être remis en cause. Le premier est le mode d'évaluation du risque en cas d'irradiation interne du fait d'une contamination. Calculer une dose absorbée moyenne conduit à minorer le risque car la dose locale à l'ADN ou au tissu critique est beaucoup plus élevée que la dose absorbée moyenne, pour de nombreux radioisotopes rejetés par l'industrie nucléaire. Le second est la prise en considération de l'individu moyen pour l'évaluation du risque. Il est manifeste que l'enfant et plus clairement encore, l'enfant in utero est l'individu le plus vulnérable parmi la population. Il est logique de le prendre comme référence pour fixer les valeurs limites à ne pas dépasser.

Contre toute évidence, la CIPR et la directive Euratom récemment adoptée n'ont rien modifié aux recommandations de 1991. L'immobilisme de la CIPR et la connivence des agences de radioprotection ne peuvent s'expliquer que par la difficulté de reconnaître honnêtement la nécessité de changer de paradigme pour expliquer des faits incompatibles avec la théorie. Telle qu'elle est conçue aujourd'hui, la radioprotection ne protège ni la population, ni les travailleurs. Elle contribue au contraire à accroître le fardeau qui sera porté par nos descendants.

Paul Lannoye

* Les références des articles cités seront disponibles dans l'article mis en ligne sur le site www.kairospresse.be

ÉTAT DE LA SANTÉ DES ENFANTS POST-FUKUSHIMA : DÉMYSTIFIER LE DISCOURS OFFICIEL

Le discours d'apaisement, selon lequel « aucun élément ne permet d'affirmer à ce jour s'il y aura ou non une augmentation des cancers thyroïdiens chez les enfants de la Préfecture de Fukushima »¹, n'est autre que celui défendu par les organes officiels, depuis l'université de Fukushima jusqu'au gouvernement en passant par les médias traditionnels. Pour vous montrer une autre position, nous vous proposons ici un résumé d'un article scientifique qui démonte les quatre arguments centraux déployés par le discours officiel.

Suite à la catastrophe du 11 mars 2011, une politique de scanner de la thyroïde systématique chez les enfants a été mise en place dans les zones concernées par le dégagement radioactif. Les premières conclusions, datant du 12 septembre 2011, firent état d'un cas de cancer sur 80000 enfants scannés. Fin 2014, on évoque 53 cas de cancer, 1 cancer bénin et 47 suspicions de cancer pour un total de 103 sur 296026 enfants. La moyenne nationale s'élevant de 1 à 2 cas sur 1 million. Pourtant, l'hôpital universitaire de Fukushima (FMU), par la voix de son directeur de l'époque, soutint que les résultats ne sont pas liés aux effets de la catastrophe. Yamashita Shunichi – directeur de la FMU de 2011 à 2013 – président de la fondation japonaise pour la thyroïde, qui a analysé en Ukraine les effets sur la thyroïde suite à la catastrophe de Tchernobyl, est un candidat « idéal », porteur de la légitimité scientifique qui présente les quatre arguments suivants « comme autant de « faits » avérés.

1^{er} argument: les 4 ans d'incubation

Se basant sur l'expérience de Tchernobyl, le rapport de Yamashita Shunichi publié sur le site de la commission de l'énergie atomique japonaise atteste de détections certifiées de cancers de la thyroïde dans la zone de Tchernobyl comme suit: 1 occurrence en 1987; 4 en 1988 et 5 en 1989. Les cas concernent pour moitié des adolescents pour moitié des enfants de moins de 12 ans. C'est à partir de 1990 que les cas explosent pour passer à 15 avant de prendre une vitesse de croisière d'une trentaine de nouvelles détections par an en moyenne et un pic de 66 en 1997. Les cas augmentent chez les enfants qui avaient plus de 5 ans en 1986 mais surtout chez ceux de moins de 5 ans. De là, il en tire que rien ne peut être visible dans les 4 années suivant la catastrophe.

**PLUS QUE
4 ANS À
ATTENDRE
POUR PASSER
À L'ATTAQUE**



Pourtant, ce rapport omet deux éléments centraux. Tout d'abord, s'il y avait bien quelques indices que la thyroïde pouvait être menacée, rien n'était encore établi: les analyses de la thyroïde chez les enfants en bas âge ne se faisaient pas systématiquement à l'époque. Mais surtout, jusqu'en 1990, les analyses se faisaient au toucher. Les autorités médicales locales ne disposaient pas du matériel ultrason adéquat. Celui-ci parvint dans les années 1989-1990 grâce à des do-

nateurs américains. Quatre ans après... L'AIEA ainsi que l'OMS ont fini par reconnaître qu'il pouvait y avoir un lien.

2^{ème} argument: L'effet scan

Imparable si on lui laisse le temps de s'épanouir, « l'effet scan » résume l'augmentation du nombre de traces de cancer détectées suite aux campagnes de scanner systématiques de la thyroïde des enfants. En d'autres mots, où que l'on soit, plus on part en quête de cancers, plus on en trouve. Classique du genre, cet argument est né en pleine tempête tchernobylenne. De plus, maintiennent les tenants de l'officiel, vu le nombre de nouveaux cancers détectés par année au Japon (une moyenne de 630000), tout nouveau cancer détecté est, statistiquement et au niveau national, insignifiant. Un des rapports mis en place par le ministère de l'environnement auquel a participé Yamashita tend à prouver que l'occurrence d'anomalies au niveau de la thyroïde dans les groupes contrôles de trois provinces éloignées, n'était pas moindre que dans la province de Fukushima. L'étude se basait sur des jeunes de 3 à 18 ans. Pourtant, il a été prouvé que la thyroïde est plus fragile chez les femmes et chez les plus jeunes enfants, ce que les conclusions de cette étude écartent. En ajustant l'âge des personnes concernées, on se retrouve face à des résultats plus alarmants avec un enfant sur 4365 confronté à des soucis de cet ordre dans les provinces contrôles et 1 sur 1633 dans les zones les plus exposées de Fukushima².

3^{ème} argument: « Une « si faible exposition »

Les relevés officiels de la préfecture de Fukushima, soutenus par la FMU, évoquent une exposition plus faible qu'à Tchernobyl et donc insuffisante pour mettre en danger qui que ce soit. Si le taux de millisieverts trouvé dans l'organisme d'habitants s'élève à une moyenne de 50mSv, bien au-dessous effectivement de la moyenne de 500mSv perçue dans certaines zones aux alentours de Tchernobyl, tel est bien le seuil maximal reconnu comme dangereux par l'AIEA depuis 2011. L'OMS quant à elle évoque plutôt le chiffre d'une dizaine de mSv. Aussi, le relevé mentionné ci-dessus fut mené par Tokonami Shinji, professeur d'une université de la préfecture d'Aomori, un mois après l'explosion. Ce même chercheur fut interdit par les autorités de la préfecture de Fukushima d'effectuer des relevés les jours suivant la catastrophe, parasitant de la sorte un relevé précis d'une partie des éléments radioactifs. Il fut officiellement suspecté de semer le trouble au sein de la population. Un autre professeur de physique nucléaire de l'université de Kyoto, Koide Hiroaki, releva que la quantité de Cesium-137 (l'un des plus dangereux composants nucléaires) relâchée dans l'atmosphère par les réacteurs 1, 2 et 3 était 168 fois plus importante que celle relâchée par la bombe nucléaire d'Hiroshima. Dans le même temps, la récolte

de données précises par zones effectuée par la préfecture est interrompue. Le matériel de monitoring étant jugé trop imposant et à même de provoquer angoisse et discrimination au sein de la population. Une fois de plus, la position de la FMU est claire: le risque n'est pas tant physique que psychologique.

4^{ème} argument: Ingestion et inhalation

Enfin, dernière pièce du puzzle: le lait. La FMU, à nouveau, annonce qu'à Tchernobyl, les cancers se sont développés via une exposition interne à la radioactivité et très peu par exposition externe. La situation se révèle donc parfaitement gérable si on contrôle efficacement la nourriture ingérée. Tel le lait par exemple qui, issu d'animaux contaminés dans une région qui ne l'est pas moins, cause des soucis majeurs. Mais voilà, à nouveau, la machine s'enraye: si l'ingestion d'aliments est à l'évidence une des causes d'exposition centrale, l'inhalation ne l'est pas moins. De plus, la décontamination totale des zones couvertes de poussières radioactives demeure irréalisable. Et le vent de soulever ces poussières si fines qu'elles pénètrent les poumons et s'offrent une voie royale pour les contaminations internes que ces chercheurs omettent sciemment.

ATOME MASQUÉ

En fin de compte, Yamashita démissionna en 2013 de son poste. S'il avoue ne pas avoir prodigué les conseils adéquats dans les premiers temps du nuage, son implication dans des réunions secrètes, organisées au sein des bureaux de la préfecture durant cette période critique avec pour objectifs de ne faire aucun lien entre radioactivité et troubles thyroïdiens et de ne pas alarmer la population, sera fatale à sa position de scientifique intègre.

Pourtant, les quotidiens nationaux relaient encore ce discours lors de la célébration des quatre ans de la catastrophe, sans une pointe de remise en question...

Résumé réalisé par **Nicolas Bras**, de l'article publié dans la revue en ligne «The Asia-Pacific Journal: Japan focus».

(1) Le Soir du 11 mars 2015, relayant docilement les propos de l'Institut français de sûreté nucléaire.

(2) Au sujet de l'insignifiance statistique, notons qu'il est compliqué de décompter formellement l'impact des retombées radioactives sur l'accélération des maladies et cancers déjà présents au sein des populations. Cet effet est pourtant avéré. Le décompte des années « perdues » ne rentre à l'évidence pas dans les statistiques officielles.

FUKUSHIMA OU L'OMERTA NIPPONE

Réalisateur indépendant d'origine américaine résidant au Japon depuis l'entame de l'âge adulte, Ian Thomas Ash a, à l'image de nombreux réalisateurs, directement rejoint les terres dévastées de Tohoku (nord de l'île principale du Japon) pour témoigner du chaos, aussi contrôlé soit-il, qui régnait dans les âmes, corps et territoires de la région de Fukushima suite au cataclysme du 11 mars 2011. Rencontre et discussion.

Pour commencer notre entretien, je vous propose de revenir sur vos premiers tournages dans la province dévastée de Fukushima, au sein des zones d'exclusion et de recommandation de départ de 20km et de 30km. Quelles étaient les conditions de tournage à l'époque des deux documentaires «In the Grey Zone» et «A2-B-C» ?

Au moment de mes premiers plans tournés à Minamisoma (l'une des villes évacuées) en avril 2011 pour «In the Grey Zone», les liaisons ferroviaires étaient rompues, l'autoroute venait de rouvrir et il était fort compliqué de trouver une chambre d'hôtel. Celles qui n'étaient pas trop endommagées par le tsunami ou le tremblement de terre, étaient remplies de volontaires issus d'ONG et de personnes travaillant pour des architectes et autres ingénieurs venus sur place pour évaluer la situation. S'ajoutent à la difficulté de trouver un logement, celles liées à la fiabilité des ressources d'eau et de nourriture : impossible à cet instant de savoir à quel degré ces ressources étaient contaminées par la radioactivité et je ne pouvais prévoir ce que je devais à tout prix apporter de Tokyo. Là-bas, c'était la panique et les réserves d'eau étaient également rationnées. C'était une période pleine d'incertitudes et particulièrement précaire. La population tenait également à se procurer des détecteurs de radioactivité qui furent rapidement introuvables au Japon. La seule

solution était de les importer d'Europe et des États-Unis, ce qui représentait à l'évidence des coûts importants.

Lors de votre arrivée, comment ont réagi les locaux à votre enquête sur la survie dans la zone et les premières inquiétudes liées à la santé des enfants ?

Dans les premiers temps, les caméras étaient monnaie courante dans les zones de 20 et 30 km d'évacuation, il n'était donc pas rare pour les habitants de la région de rencontrer des personnes de l'extérieur – mon cameraman est anglais – pour témoigner de la situation. Les habitants voyaient cette agitation d'un bon œil et ressentaient le besoin de parler de ce qui leur arrivait. Une famille avec quatre enfants nous a rapidement invités à rester chez elle pour documenter la situation de l'intérieur. Les gens tenaient vraiment à être interviewés à l'époque même si, au-delà des dégâts matériels, toute discussion au sujet du risque nucléaire demeurait théorique et finalement, plutôt irréelle. Personne n'avait encore la moindre idée de ce qui pourrait arriver aux enfants... J'ai eu l'occasion d'interroger le maire de la ville de Minamisoma, le directeur de l'école, le principal d'une des écoles qui rouvrait à l'époque, des parents... Sans rencontrer d'opposition. La situation a fort changé depuis.

Après le tournage, vous me disiez avoir rencontré de grandes difficultés à projeter vos films au Japon et plus particulièrement dans la région de Fukushima, en partie à cause de la réaction des mères interrogées au sein de vos films pour lesquelles l'éventualité d'une projection n'était pas évidente à gérer.

Oui, mais ce ne fut pas encore le cas pour le premier film «In the Grey Zone». Après avoir réalisé ce film, j'ai continué à me rendre sur place pour continuer à documenter la situation via ma chaîne Youtube et, un an et demi après mon premier passage, les préoccupations concernant l'état de la thyroïde des plus jeunes rencontrèrent leurs premières confirmations. Ce n'était définitivement plus d'une simple *update* dont il était question mais d'un nouveau film. À cette époque, un an après la catastrophe, trouver des intervenants qui acceptaient de témoigner était compliqué. Les mères que j'ai rencontrées pour «A2-B-C» se faisaient très rares. Une fois le film fini, certains amis, collègues et autres personnes actives dans le milieu du cinéma m'opposèrent des réactions très diverses car il n'y avait encore aucune preuve tangible, à travers leurs yeux scientifiques, pour soutenir les plaintes des mères d'enfants. «Ce film n'est ni plus ni moins qu'une documentation de la peur» m'a un jour annoncé un collègue. Il est devenu assez vite évident qu'il serait compliqué de projeter «A2-B-C» au Japon.

Pour donner une certaine visibilité au film dans la péninsule, j'ai suivi la stratégie dite du reverse importing. Cette stratégie fonctionne en deux temps : d'abord faire le tour des festivals étrangers pour ensuite rendre le film incontournable au pays. Un an et demi de tournée, une vingtaine de festivals et quelques prix plus tard, j'ai finalement trouvé un distributeur japonais¹. À partir de mai 2014, il a donc eu une vie japonaise d'approximativement 6 mois, malgré les pressions. La réputation du film était maussade : beaucoup de gens en parlaient sans l'avoir vu annonçant que ces femmes dramatisaient. Les médias sociaux étaient incendiaires à leur sujet. Nous avons fait un effort majeur en termes de communication pour protéger autant que possible les familles présentes dans le film. Dans le même temps, nous nous devons d'être attentifs aux moindres réactions publiées sur les réseaux sociaux au sujet du film et aux mères interviewées. Je suis resté en contact avec elles régulièrement pour m'assurer que rien ne dérapait. La période de sortie nationale du film fut mouvementée et en février 2015, il devint évident que le distributeur s'appropriait à interrompre définitivement la diffusion du film.

Quand et comment avez-vous senti le vent tourner ? Pourquoi le distributeur a-t-il pris cette décision ? La volonté d'annuler la projection d'A2-B-C dans la ville de Fukushima peu de temps avant le quatrième anniversaire de la catastrophe est-elle liée à ces événements ?

Un des problèmes centraux à propos de cette décision unilatérale du distributeur est qu'il ne me permettait pas d'être maître du destin de mon film. Suite au contrat signé avec lui, il détenait les droits de projeter le film. J'ai été contraint de signer un autre contrat avec une clause de confidentialité pour reprendre en main la vie du film. Pour répondre plus directement à la question, le début des ennuis a démarré en janvier-février 2015 par des rumeurs publiées sur les réseaux sociaux et le site «two channel»² qui faisait état de l'appartenance de l'une des mères filmées à un groupuscule communiste anciennement actif et violent. Il en découlait que soit j'étais communiste, soit j'avais reçu de l'argent de communistes pour le film. Qu'une personne interviewée dans le film soit accusée d'appartenance à un groupe communiste discréditait d'un coup «A2-B-C». Une fois ces rumeurs connues du distributeur, nous nous sommes réunis d'urgence pour en discuter et savoir comment nous positionner à ce sujet. À mes yeux, ça n'avait aucune importance. Au pire, nous pouvions ajouter un panneau au début du film affirmant que nous avions appris bien après le tournage, qu'une des mères interrogées faisait partie d'un groupe communiste et que nous déclinions toute responsabilité à ce sujet. Même ça me semblait exagéré. D'autant que ces rumeurs n'ont jamais été confirmées... Finalement, le distributeur prit la décision que vous connaissez sur cette seule base.

L'annulation de début d'année à Fukushima, elle, n'est pas directement liée à cette atmosphère. Malgré tout, l'ampleur prise par cette histoire a fini par terrifier les autres femmes filmées. Elles aussi se sont senties mises en danger par la présence d'une rouge potentielle dont l'engagement pouvait écla-

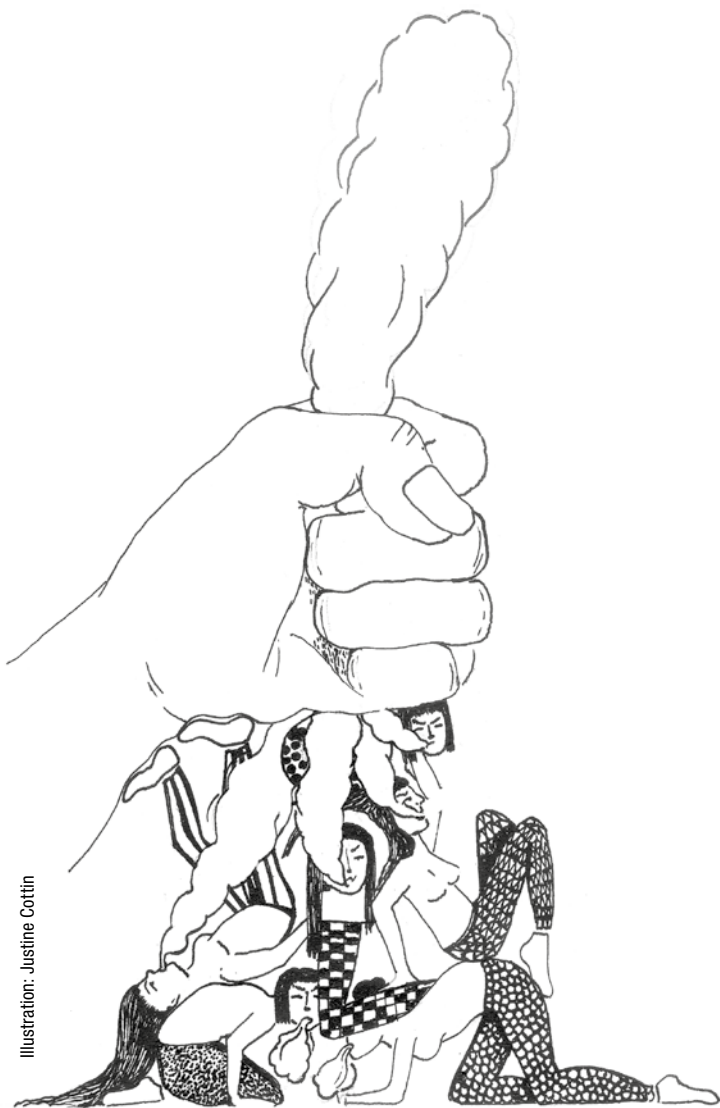


Illustration: Justine Cottin

bousser leur crédibilité. Surtout, cet amalgame pouvait facilement les mettre au ban de la communauté si le film était projeté dans leur région. Le film avait déjà été programmé à Fukushima par le passé, pour une projection privée accessible uniquement sur invitation. Aux suspicions pesantes s'ajouta la mise en place de la loi appelée « Secrecy Law » sur le territoire japonais qui finit de les porter aux frontières de la paranoïa. Pardon, je parle de paranoïa mais je crois que leurs craintes étaient parfaitement justifiées. En tant que réalisateur du film, j'ai pris la décision d'être à l'écoute de ces craintes et d'annuler la projection à Fukushima. Nous ne pouvions garantir la bonne tenue de la séance ni affirmer que leur quotidien n'allait pas pâtir de cette projection. Je ne voulais pas risquer d'imposer une telle situation jusque chez elles. C'est seulement deux semaines après que les ennuis réels avec le distributeur ont démarré.

Ce n'est qu'une suggestion, mais ne pensez-vous pas que cette histoire d'implications communistes n'est qu'une excuse commode pour arrêter la diffusion d'un film gênant les porteurs du discours béatifiant sur les effets de la radioactivité sur les plus jeunes de Fukushima ?

Exactement! Je veux dire, si vous me demandez si je crois que des pressions ont été exercées ou que la raison évoquée ne correspond pas à celle qui a mené à l'interruption de la vie du film, je crois que c'est une possibilité, oui. Ce qui reste malgré tout certain, c'est que la raison qui m'a été donnée est celle de l'éventualité d'implications communistes. Je ne suis pas au courant de pressions exercées, je le pense mais ne peux le prouver ni l'affirmer. Je peux simplement vous dire que lors de cette prise de décision, les distributeurs ne m'ont pas donné l'impression d'en être les responsables. Je ne pense pas qu'ils aient pris la décision qui leur semblait juste. Les membres du comité de sélection de la boîte de distribution sont tous relativement jeunes, ont des enfants et étaient convaincus que le film devait être programmé. La défense de ce film à travers le Japon était la raison première de la mise en place de leur équipe. Cette situation est triste pour eux comme pour moi et je suis profondément désolé qu'ils aient dû prendre cette décision. Donc oui, je crois qu'il est tout à fait justifié de penser que la décision d'interrompre la diffusion du film n'est pas liée à une quelconque appartenance communiste d'une des mères interrogées. Ceci dit, si vous voulez discréditer quelqu'un au Japon, la meilleure solution reste d'affirmer que ses idées relèvent du communisme ou qu'il est d'origine coréenne. Ou pire, qu'il combine ces deux tares.

Revenons un instant sur la loi du secret. Brièvement, pouvez-vous préciser ce dont il s'agit et depuis quand elle est d'application.

Je crois que cette loi est directement influencée par le Patriot Act américain. Elle donne les coudees franches au gouvernement pour arrêter n'importe qui pour absolument n'importe quoi dans le but de contrôler la population. Officiellement, cette loi a pour objectif de protéger des informations qui seraient considérées comme secrets d'État. Sans plus de précision. La question n'est pas uniquement de savoir quelles informations vous diffusez; il vous suffit d'avoir pour projet une enquête jugée gênante pour violer cette loi. Cette loi a été combattue avec véhémence à l'époque mais elle est passée. Elle fut largement remise en question par les médias étrangers à l'époque de sa conception. «La question centrale fut posée pendant la conférence de presse pour demander des précisions quant à ce qui serait désormais considéré comme secret d'État. «Ce qui est considéré comme secret est secret» fut la réponse. Ça peut couvrir absolument tout depuis la situation à Fukushima évidemment, jusqu'aux tensions avec les pays étrangers ou encore, la question des bases militaires américaines dans l'île d'Okinawa... Un des aspects centraux de la mise en application de ce type de loi n'est pas tant la censure mais la crainte qu'elle suscitera et donc, l'autocensure, que quiconque travaillant sur des sujets sen-

sibles susceptibles de déranger le gouvernement, s'imposera. En admettant qu'il n'y ait aucune arrestation, la seule mise en application de cette loi a, dans les faits, un impact certain sur la liberté de la presse.

J'imagine que cette nouvelle loi a un effet direct sur votre travail ?

J'imagine, mais vous savez quoi: Fuck them! Je n'ai de compte à rendre à personne sinon à mes sujets. En tant qu'étranger sans permis de séjour permanent, c'est une situation inconfortable. Je ne veux pas rentrer dans les détails de ma situation personnelle, j'ai chaque année des soucis que je ne rencontrais pas auparavant pour renouveler mon visa. Peut-être est-ce une coïncidence. Je n'ai évidemment aucune preuve de quoi que ce soit mais une chose est certaine, avant de réaliser «A2-B-C», je n'avais jamais vécu de soucis de renouvellement de visa.

Ma question concernait également les personnes que vous tentez d'interroger.

Absolument. Parler de tels sujets est effectivement devenu un vrai sujet d'inquiétude. Aussi, suite aux événements liés à «A2-B-C» et le fait que j'en sois le réalisateur, les gens sont moins enclins à me parler de leurs situations personnelles. La loi du secret est évidemment un élément supplémentaire qui a un effet considérable sur la liberté de parole.

Les médias européens nous ont fait part récemment de la possibilité pour une partie des réfugiés de rentrer chez eux. Qu'en est-il exact-



tement? Comment ce retour se passe-t-il?

Les zones de 20 et 30 km ont été délimitées pour des raisons financières dont l'un des objectifs était, entre autres, de limiter le nombre de ménages concernés par les évacuations. Le danger radioactif n'est pas le seul aspect à prendre en compte. C'est un fait. Lorsqu'il est demandé à une partie des évacués de rentrer chez eux, la majorité des zones n'ont, malgré les discours rassurants, pas été décontaminées –une décontamination totale est par ailleurs impossible–, ce qu'impose le gouvernement n'est pas tant un retour bienveillant vers leurs terres qu'un arrêt du versement des compensations financières et un retour des taxes. En d'autres mots, quiconque souhaite rester un «évacué» le fera désormais à ses frais. Il est impossible de scinder ces deux questions. D'autre part, le gouvernement ne prélevait plus de taxe sur les populations évacuées. Taxes qu'il souhaite désormais à nouveau récolter...

La population est-elle convaincue par l'idée du retour dans ces circonstances ?

La majorité des jeunes s'y refuse mais la grande majorité des anciens est plutôt ravie d'enfin retourner vivre dans leurs terres. Un souci supplémentaire est que la région de Fukushima n'était déjà pas densément peuplée et qu'elle avait plutôt tendance à être une terre d'émigration. S'il ne reste qu'une po-

« Mon sentiment reste qu'ils ne savent pas exactement ce qu'il se passe, qu'ils n'ont aucune idée de l'état du combustible nucléaire »

pulation vieillissante, qui va se charger d'elle quand les ennuis de santé se feront grandissants? Qui s'occupera d'elle? Il n'y a plus de magasins, d'hôpitaux, de stations service... Qui serait encore prêt à ouvrir un magasin dans cette zone? Comment la population vivra-t-elle? Un des soucis reste que le gouvernement a annoncé aux évacués qu'un jour ou l'autre –et aussi vite que possible –, ils pourront rentrer. Une grande partie d'entre eux n'a donc pas pris la peine d'envisager la situation qui était la leur sinon comme un moment défini de leur existence et n'a donc créé aucun lien avec leurs nouveaux voisins ou avec leur nouvel environnement. Le seul désir ancré au fond d'eux était définitivement celui du retour. Si vous annoncez plus honnêtement la couleur à la population, elle est en mesure de prendre conscience de la situation et, plus facilement, de s'y adapter.

Finalement, avez-vous accès à des informations concernant l'état de la centrale de Fukushima?

C'est dur à dire. Qui et que croire? La NHK (télévision nationale)? Sans doute pas. Les télévisions privées qui fonctionnent grâce aux revenus publicitaires et aux sponsors dont ceux de l'industrie nucléaire? Les ONG qui ont un intérêt politique dans le rejet du nucléaire? Le mieux reste d'écouter un maximum d'informations et de les recouper, mais mon sentiment reste qu'ils ne savent pas exactement ce qu'il se passe, qu'ils n'ont aucune idée de l'état du combustible nucléaire. Malgré leurs discours, ils restent dépassés par la situation. Rien n'empêche un nouveau tremblement de terre ou un typhon de frapper ce qu'il reste de la centrale. Je ne pense pas que la situation soit assez stable pour renvoyer des évacués dans la zone. Mais ce n'est plus dans les informations quotidiennes. Tokyo n'y pense plus. La population de Fukushima non plus d'ailleurs. Ne reste pour eux que l'absolue nécessité de ne plus se pourrir l'existence et de faire avec.

Propos recueillis par **Nicolas Bras**

Ian Thomas Ash a réalisé deux documentaires au sujet de l'effet de la radioactivité sur les enfants. Il entretient également un blog qui relaie les dernières évolutions de la situation – documentingian.com – et une chaîne Youtube qui lui permet de compléter ses témoignages.

(1) Personne ou équipe en charge de trouver des salles pour projeter un film.
(2) Site web japonais populaire qui permet de poster anonymement toute sorte de messages. Son fondateur, Hiroyuki Nishimura, est aujourd'hui le directeur du célèbre forum 4chan.

« LE SOIR » SUR LE PIÉTONNIER : UN GPS QUI FAIT FAUSSE ROUTE

Cela faisait belle lurette que je ne le lisais plus. La goutte d'eau en avait été une de ces campagnes de promotion soulignant leur propre vacuité tant elles cherchent à vendre un produit sur des «valeurs» qui ne sont pas les siennes: «*Le Soir se lève contre l'inacceptable*», «*On aura toujours raison de l'ouvrir*», «*Le Soir, j'y vois clair*» ou encore «*Le Soir. Je lis donc j'agis*»... Quoi qu'il en soit, mon sevrage avait été immédiat et thérapeutique. Mais, par les bonnes grâces d'internet me renvoyant à la figure ce à quoi je tentais d'échapper, je l'ai retrouvé sur ma route et c'est surtout à travers de questions locales que j'ai eu l'occasion de tester son attachement infaillible aux valeurs qu'il affiche: «*indépendance, fiabilité, citoyenneté, inspirant dans l'action*».

DE L'ART DE L'ESQUIVE

Il y a un an, tout au long de la mobilisation contre le projet de la Ville de Bruxelles de construire un parking sous la place du Jeu de Balle, *Le Soir* avait montré peu d'empressement à couvrir le sujet. Le journal qui revendique être un «*GPS dans l'actualité*» et aider ses lecteurs à «*faire le tri entre ce qui est dérisoire et essentiel*», avait sans doute jugé que les 23336 signataires (en trois semaines) de la pétition contre ce parking menaient un combat dérisoire...

La Ville avait fini par capituler, improvisant le déplacement de son projet sous un immeuble de logements sociaux, à 300 mètres de là, venant ainsi contredire et compliquer l'élaboration de son propre Contrat de quartier au même endroit. *Le Soir* passa sous silence tour à tour l'opposition des habitants, la débâcle des autorités mettant 7 mois à se rendre compte qu'un parking était incompatible avec l'inscription de ce terrain en zone verte, et encore leur «*plan C*» consistant à construire ce parking sous une gare... sans avoir consulté la SNCB, dont la fin de non-recevoir tomba dans les 24h! Savoir que la Ville procède avec tant d'amateurisme, voilà qui n'intéresse sûrement pas les lecteurs.

«*Donner des armes*» à ceux-ci pour qu'ils «*se fassent leur propre opinion plutôt que de se limiter à leur dire ce qu'ils doivent penser*», voilà l'ambition du *Soir*. Qui supposerait en l'occurrence une analyse détaillée et un débat contradictoire sur cette frénésie excavatrice et le programme dans lequel elle s'inscrit: celui de «*rendre*» aux piétons les boulevards du centre-ville et à la voiture les sous-sols de quatre places et les étroites artères du «*mini-ring*». Ce programme – qui à défaut d'une vision cohérente repose sur un accord bancal entre socialistes et libéraux – doit à l'échéance électorale de 2018 son timing infernal et sa phobie des procédures démocratiques, comme le résume le bourgmestre Yvan Mayeur: «*Il faut décider vite sinon je sais ce qui va se passer. On va être confronté à un tas d'experts et de comités qui vont donner leur avis bien entendu négatif. Sans compter les procédures légales qui sont une vraie partie de plaisir.*»

Le «*projet de société*» que le bourgmestre est en train d'imposer dépasse largement le cadre de la mobilité: interdiction de manifester des opinions politiques sur les boulevards mais autorisation de happenings commerciaux, privatisation de l'espace public, interdiction de la consommation d'alcool en rue (sauf sur les terrasses), schéma de développement pour «*upgrader*» l'offre commerciale à destination notamment des touristes chinois, suppres-

sion des kiosques à journaux, installation d'écrans publicitaires géants, concession à ClearChannel pour développer l'affichage publicitaire digital sur le parcours du piétonnier, tout-à-l'événementiel, etc. Mais *Le Soir* préfère résumer la complexité de la problématique à une opposition binaire entre «*partisans*» et «*opposants*», suggérant que les voix critiques (cyclistes, personnes à mobilité réduite, automobilistes, associatif, patronat, autorités régionales, commerçants, habitants – y compris ceux qui défendent le principe de piétonnier et qui l'avaient initialement revendiqué) n'émaneraient que d'esprits retors, de partisans du tout-à-la-voiture, bref, un concert d'égoïsmes et d'archaïsmes. Cette malhonnêteté éditoriale ne consiste pas seulement à prendre parti pour les projets de la Ville, mais à le faire de manière non assumée, ne donnant la parole qu'à certains, éludant des informations et en fragmentant d'autres...

LE SOIR, QUELQUES RAISONS DE NE PLUS L'OUVRIR...

En octobre, *Le Soir* ouvrait ses colonnes au philosophe et économiste Philippe Van Parijs: celui qui déclarait quelques mois plus tôt que «*les habitants ne sont pas propriétaires de la ville*» y proposa sa vision enthousiaste du piétonnier, gommant toute complexité, évacuant la question démocratique, réduisant les incidences de ce plan à de menus détails de «*software*» qui se régleront avec le temps. Une opinion relevant moins de l'analyse circonstanciée d'un membre du milieu académique que du parti pris hâtif d'un citoyen n'hésitant pas à prendre quelques libertés avec la réalité et avec l'Histoire. Ainsi, évoquer «*un retour au projet initial de nos boulevards [qui] ont été conçus à la fin du 19e siècle pour que les Bruxellois puissent flâner sur toute leur largeur, y papoter, y laisser jouer leurs enfants*», c'est oublier un peu vite que les voiries étaient alors destinées aux tramways, calèches et charrettes (avant d'être accaparées par l'automobile), tandis que les trottoirs étaient dédiés aux piétons. Et c'est omettre de dire que désormais la Ville complique le cheminement des bus dans le centre et renvoie les voitures vers des artères moyennageuses, certainement pas conçues pour l'automobile et où on ne laisserait plus un enfant «*flâner*» sans masque à gaz.

Le lendemain, le quotidien qui ne renonce à rien pour faire reculer les frontières de l'ignorance et du

conformisme réunissait à Mons des penseurs de la question urbaine, comme l'architecte-star Santiago Calatrava (concepteur des gares de Liège et bientôt de Mons) et plusieurs bourgmestres (dont Elio Di Rupo et Yvan Mayeur), pour un remue-ménages de haute volée à la conclusion digne de l'audacieuse «*éditorialiste en chef*» Béatrice Delvaux: «*La ville est un être complexe, multiple, aux enjeux aussi variés que ceux qui y vivent*».

Le surlendemain, le lecteur du *Soir* pouvait ainsi apprécier avec plus de hauteur le compte-rendu de la Commission de concertation relative au piétonnier. Une demi-page signée Pierre Vassart (chef des pages bruxelloises), ne donnant curieusement aucune clef pour comprendre que cette concertation – organisée à l'issue d'une enquête publique menée à contretemps (alors qu'une phase test est en cours pour encore plusieurs mois) et avec pour seul objet à l'aménagement du piétonnier (les bancs, la suppression des bacs à fleurs,...) – ne permettait pas de se prononcer sur la préoccupation essentielle des 200 personnes présentes: celle de la mobilité. Pas un mot sur les nombreuses critiques du plan de mobilité, ni sur la revendication d'organiser une étude d'incidences, ni même sur l'absence d'études préalables – la Ville étant pourtant confrontée actuellement à des recours judiciaires pour ce motif précis. Des 3h30 de débats, le reporter n'a retenu que des paroles «*[refusant] en bloc le principe même de piétonnier*» ou estimant au contraire «*que celui-ci n'allait pas assez loin*»... propos qu'il est bien le seul à avoir entendus. Pas étonnant, puisqu'il souligne dans la foulée l'absence à la réunion d'une association qui y était pourtant présente au vu et au su de tous. En réalité, c'est le journaliste du *Soir* qui n'a pas pris la peine d'y pointer son nez et qui tenta de maquiller son absence en donnant la parole au seul échevin de l'Urbanisme.

Ce traitement de complaisance n'a évidemment rien à voir avec la proximité entre certains journalistes et élus. Ni avec le fait que les autorités communales publiaient dans *Le Soir*, 15 jours après la concertation, un supplément de 28 pages d'articles non signés vantant les bienfaits de l'annonceur publicitaire de la page d'en face. La palme revenant à l'article «*Les parkings, un atout pour le piétonnier bruxellois*»... publié en face d'une publicité pour Interparking!

Gwenaël Breës



Illustration: Lison De Ridder

BASTE!



Illustration: Elis Wilk

La guerre ne met pas en présence des partenaires, mais des ennemis. La guerre sociale, la lutte de classes ne voit pas s'opposer des individus mandatés pour un prétendu dialogue social mais des groupes aux intérêts diamétralement antagoniques. D'un côté, l'État, garant de la bonne marche de la société *telle qu'elle est et telle qu'elle doit demeurer*, le monde patronal et celui des (bonnes) affaires et, de l'autre, «les masses laborieuses» – ouvriers, employés, fonctionnaires, chômeurs – qui défendent leur gagne-pain et, avant tout, peut-être, leur dignité. Il est plus que vraisemblable que les lecteurs et lectrices de notre excellente feuille auront eu le loisir de prendre connaissance des récents événements survenus à Air France, où on a pu juger de la combativité des personnels et de la déroute de ceux-là qui ont la délicate mission de gérer, à leur manière, une entreprise qui, si j'ose dire, *bat de l'aile* à bien des égards; passons sur les détails des nombreux aspects d'une déroute qui n'ose pas dire son nom. Les images de ces pauvres directeurs des *ressources humaines*, fuyant les travailleurs en colère, chemises en lambeaux et mines déconfitées, ont fait le tour de l'hexagone en passant par les bureaux du président Hollande et de son Premier ministre qui, ni une ni deux, a qualifié de *voyous* les salariés qui s'étaient signalés à la vindicte de la presse unanime et du personnel politique dans son ensemble. A l'exception du courageux et lucide Jean-Luc Mélenchon qui n'a pas manqué, avec sa faconde habituelle, de remettre les pendules à l'heure en fustigeant les donneurs de leçon de savoir-vivre (le front baissé de préférence) qui ne voient rien de répréhensible dans les torts faits partout au monde du travail au nom de la sacro-sainte compétitivité des entreprises et des bénéfices de leurs actionnaires.

Si nos voisins d'Outre-Quévrain connaissent ce que l'on nomme une grave crise sociale et si les moyens pour y remédier sont de plus en plus éloignés du simple bon sens ou du courage politique des gens au pouvoir là-bas, ils auront la maigre

consolation de constater que, par chez nous, cette crise est pareillement aiguë et que, de la même manière, nos responsables n'ont pour recette que les attaques frontales contre celles et ceux qui font les frais, de plus en plus élevés, d'un délabrement et d'une destruction systématique de ce qui, de longue date, était tenu pour acquis en matière de protection sociale. Le scandale et l'effroi qu'ont provoqué chez certains – à commencer par l'ensemble de la presse résolument aux ordres de ses mandants – les quelques «débordements» à l'issue de l'imposante manifestation d'octobre dernier, les piquets de grève résolus et même très musclés des militants de la FGTB lors de la grève générale en région liégeoise quelques jours plus tard, ne sont que la réponse et la riposte de celles et de ceux qui, peut-être, ne voient d'autre issue à leurs craintes et leur détresse qu'une colère et une hargne qui doivent être regardées comme parfaitement légitimes.

Maintenant, soyons sérieux. Que les actions de cette journée aient eu, pour certains, des conséquences regrettables et malheureuses, on ne peut qu'en convenir. Avec pour résultat qu'une partie non négligeable de l'opinion en vient à prendre en grippe les appareils syndicaux qui ont, en ces circonstances et pour le moins, surtout, dans le chef de la FGTB, manqué de discernement dans l'appréciation des incidents qui ont marqué cette journée. Ce qui, évidemment, pour les ténors des partis de la majorité fédérale, a été l'occasion de réclamer à corps et à cris les mesures les plus extrêmes pour en finir avec les entraves au droit des gens à se rendre sur leurs lieux de travail – ou d'exploitation, au choix. Il va donc s'agir, d'une manière ou d'une autre, de tenter de museler et, peut-être même, criminaliser les actions jugées les plus répréhensibles puisque, déjà, l'identité de quelques *fauteurs de trouble* a été transmise à la justice par la police. Ou l'on voit donc que l'appréciation que l'on doit pouvoir faire de la manière dont sont menées les grèves *et leurs dérives* se doit d'être résolument critique; non pas quant au bien fondé de la lutte mais bien des fa-

çons de la mener. Car on devrait tout de même admettre que, par exemple, forcer telles entreprises, commerces grands ou petits, à fermer leurs portes sous la pression et l'intimidation de groupes déterminés n'est certainement pas de nature à s'attirer l'indulgence d'une opinion perméable, hélas!, aux outrances d'une presse et de commentateurs déchaînés. De la même manière, bloquer routes, carrefours et autres voies publiques ne fait finalement tort qu'à ceux qui, tout bien considéré, ne sont en rien responsables des décisions qui sont prises en haut lieu. Se mettre à dos des gens dont on pourrait tout aussi bien gagner la sympathie, voire même, le soutien, par une information intelligible et argumentée n'est finalement pas de *bonne guerre*. Que les choses soient bien claires: il ne s'agit nullement d'en appeler à la modération ou à l'abandon d'un combat que tout justifie, bien au contraire. Encore faudrait-il que les directions syndicales, de leur côté, n'en viennent pas à se compromettre en acceptant, au prétexte du réalisme, de négocier en position de faiblesse – et cela juste après la grande manifestation et la grève en région liégeoise – *et avaler des couleuvres* et non des moindres, sur le dos des militants mis devant le fait accompli. On en viendrait à se demander à quoi peuvent bien encore servir les promenades de masse dans les rues de la capitale, les grèves par petites touches, qu'elles soient ou non suivies avec détermination par une base qui finira peut-être bien par alerter et demander des comptes à leurs chefs; c'est, en tout cas, ce qu'on en viendrait à souhaiter.

Dans nos contrées, comme partout ailleurs, le paysage global se délabre chaque jour un peu plus; et de manière insidieuse, sournoise presque, par petites touches. Les décideurs de toutes sortes, complices des puissants et strictement à leurs ordres, appliquent à la lettre les directives qui leur sont dictées suivant les caprices et désirs de leurs maîtres. Les cabinets feutrés où se réunissent les meneurs du jeu universel et où tout se décide, ont remplacé les lieux où, naïvement, l'on pouvait encore croire que le peuple souverain, par la voix de ses représentants, avait encore la moindre influence sur le cours des choses. Désormais, libérés de toute entrave, ceux-là qui doivent leur place à nos suffrages – malheur à nous! – et desquels ils n'ont tenu aucun compte, la main sur le cœur, n'en finissent pas de mentir, trahir, bafouer et travestir jusqu'au langage à seule fin de faire passer les pilules les plus amères à une opinion anesthésiée et paralysée par la peur de lendemains qui ne chanteront bientôt plus que pour les quelques privilégiés que le système dortote et protège.

Ici, comme ailleurs, tenus pour la plupart soigneusement à l'écart par les organes de presse, quelques *doux rêveurs* – c'est de la sorte qu'on les disqualifie – tentent de faire connaître leurs colères, avancent des idées, des pistes radicalement différentes sur lesquelles se lancer. Mais leur temps n'est pas venu; et que l'on ne se fasse aucune illusion, il ne viendra pas. L'esprit de lucre, ceux qui en ont fait une religion aux dogmes impératifs et indiscutables ont déjà et irrémédiablement vaincu.

Jean-Pierre L. Collignon

LIVRAISON DE PLATS CUISINÉS À VÉLO : L'EXPLOITATION DANS LA BONNE HUMEUR !

Des entreprises naissent, dont l'outil principal repose sur internet et les nouvelles technologies. Les plus connues œuvrent dans l'hébergement, pour « Airbnb », ou le déplacement des individus, avec « Uber ». Notre témoin nous présente aujourd'hui un nouvel avatar de ce type d'entrepreneuriat, avec la livraison de plats et l'entreprise belge Take Eat Easy. Un récit évoquant à peine quelques heures de vie, mais lesquelles ! Un concentré de capitalisme moderne !

Ce nouveau type d'entreprises peut commercialiser une pratique sociale auparavant gratuite : Airbnb tire ses revenus de la mise en lien d'individus pour l'hébergement en vacances, pré-existante avec des systèmes tels que « Couchsurfing » ou « Hospitality Club ». Pour Uber c'est un objet, le smartphone, qui a transformé tout détenteur d'un véhicule roulant en chauffeur de taxi potentiel, sans toutefois s'encombrer d'une quelconque réglementation du travail. L'entreprise décrite ci-dessous, elle, a décidé de transformer en activité principale le service de livraison de plats, mis en place individuellement par certains restaurants.

Les patrons de ces entreprises, plantés devant un ordinateur, empochent de l'argent en exploitant les logements des uns, les véhicules des autres, ou encore la force des mollets des cyclistes, pour les troisièmes. Superbe exemple de capitalisme sauvage. Les initiateurs de Take Eat Easy ont créé une application pour smartphone : après commande passée sur internet, l'appareil signale au cycliste le restaurant où aller chercher le plat et le client à livrer. Le prêt du smartphone, si le livreur n'en possède pas, et le sac de livraison avec le logo de Take Eat Easy, sont les seules choses fournies par l'entreprise ; tout le reste est assuré par le cycliste, pour une rémunération dérisoire.

Depuis le recueil du témoignage, la presse évoque régulièrement cette entreprise, et les découvertes réalisées à ces occasions rendent encore plus édifiants les mots de notre interlocuteur. Six entrepreneurs ont été interrogés sur les conditions économiques de la Belgique, pour permettre le développement de ce type d'activité. Le titre représentait la principale plainte de ces patrons : « Les entrepreneurs sont mal aidés » ! Sous la description de l'entreprise, les mots « *chiffre d'affaires* » étaient suivis de « *non-communicé* » ! « Un autre article, au titre éloquent de « *Ces sociétés belges qui valent des millions* », présentait 17 start-up classées par ordre décroissant de valeur, Take Eat Easy y était placée en quatrième position avec six millions d'euros¹.

Mal aidé le patron, sauf par les cyclistes bruxellois : « 100% de nos livraisons sont réalisées par une flotte de coursiers à vélo, toujours souriants », indique le site de l'entreprise. Avec notre témoin, exclu du droit aux allocations de chômage par une mesure de la ministre socialiste Monica De Coninck, nous allons découvrir l'envers du décor. Le but de cette mesure libérale – l'envoi de milliers de gens dans le magma des boulots précaires – ne lui avait pas échappé, il n'imaginait cependant pas le masque cool et fun que pourrait porter ce précaire ! Les amateurs de droit social ont quelques soucis à se faire ! Smartphone, smartworker !

Pourriez-vous raconter brièvement ce qui vous a mené vers cette entreprise de livraison ?

Je vivais d'allocations de chômage, auxquelles on pouvait ajouter des contrats temporaires de travail, au cachet, dans le domaine musical et théâtral. Par l'élaboration d'un spectacle, avec un ami, mon collègue depuis des années, nous espérions atteindre une certaine stabilité. Après une série de déboires, nous ne signons finalement pas le spectacle et tournons pour 70 euros net par représentation, une somme misérable pour un spectacle où nous avons tout fait. Au final, des professionnels du théâtre, disposant de salaires, de statuts d'artistes, de subventions,... nous replongeaient dans la précarité car, en fin de tournée, nous en étions au même point : chômage. Quelques mois plus tard, j'allais être exclu du droit à l'assurance chômage, j'ai donc commencé à sérieusement me demander comment j'allais pouvoir gagner de quoi manger et payer mon loyer.

Comment êtes-vous entré en contact avec cette entreprise de livraisons à vélo ?

Une connaissance m'a parlé de cette entreprise, en me conseillant d'aller voir : « *tout le monde fait ça* » ! Tout est informatisé et tout le monde peut aller bosser chez Take Eat Easy, il suffit d'aller sur le site et d'encoder ses coordonnées, puis de suivre une séance d'information. Ensuite, on a accès à un calendrier en ligne où on choisit ses jours. Le dimanche soir, les livreurs consultent le planning, mais comme il y a beaucoup de cyclistes, il faut s'y connecter avant les autres, pour pouvoir s'inscrire. Au départ, je considère cette option positivement, car si c'est bien payé, ça peut être une alternative à la perte de mes revenus.

Que vous présente-t-on lors de la séance d'information ?

Arrivé à l'adresse, je me retrouve dans un bâtiment occupé par de nombreuses « start-up », avec des logos partout, des noms d'entreprises qui se veulent originaux et branchés. Il n'y a pas de « Robert et fils », il s'agit toujours de jeux de mots un peu vaseux. Je croise des gens très typés : jeunes, branchés, décomplexés... Ma première impression est la décontraction, ce n'est pas franchement une « ambiance boulot », on s'amuse et on est content. Un des responsables explique le système et, au départ, je ne retiens pas tout mais je comprends la nécessité de passer par la Smart pour être payé. Les cyclistes sont donc indépendants et payés à la course. À ce moment-là, je ne calcule pas de rapport qualité / prix du travail, je ne réfléchis pas énormément car je suis en total stress financier, et je n'ai pas 50 plans pour gagner de l'argent. J'imagine alors peut-être pouvoir me lancer là, car les responsables font tout de même miroiter la possibilité de gagner 1 100 euros par mois. Je retiens ça, et je décide

de m'inscrire à la séance de test, pour laquelle il suffit de choisir un shift, du midi ou du soir, et de suivre un gars en livraison.

Comment se déroule ce test ?

J'arrive dans les locaux de l'entreprise où je vois de nombreux vélos et des gars dans une ambiance méga-cool. Ils sont tous branchés, barbus, fringués dans un mélange de rasta, hippies et cyclistes du dimanche... Ils sont là pour travailler mais, tout de même, il faut un look ! On boit des coups, en écoutant de la musique éthiopienne des années 70. Mon impression est que tout le monde se la joue à fond, et ceux auxquels je parle sont totalement désagréables. L'ambiance est semblable à un vestiaire de football américain, on s'la pète, c'est kéké² ! Et on te charrie, on te traite comme un intrus, en fait avec les autres nouveaux nous sommes traités comme des « bleus ». J'ai l'impression qu'il n'y a que des garçons, en tout cas ce jour-là je n'ai pas vu une seule fille³. Ah si, une : elle est sortie d'un bureau, et tous les gars avaient l'air de la mater en posant comme les rois du monde...

Un exposé commence, lors duquel on nous réexplique ce qu'on a déjà entendu lors de la séance d'info, mais par la voix d'un autre, portant une casquette Take Eat Easy. Sur un ton un peu paternaliste il nous raconte tout ce qui est génial chez eux, principalement la passion du vélo. Le cœur du discours est que « *si vous êtes là c'est que vous aimez le vélo ! Vous allez faire les choses que vous aimez* », mais par derrière il explique aussi tout ce qui peut amener à être « viré » ! Ils n'emploient pas le mot, mais exposent des choses, suivies de : « *à ce moment-là nous ne désirerons plus travailler avec vous* », le plus évident étant si on a coché un jour sur le site et qu'on ne vient pas. On nous raconte aussi l'histoire des pourboires, « *on a eu des gens qui en demandaient un, on n'a plus désiré travailler avec eux* ». Si le client te le propose tu peux accepter, mais pas le demander.

Le patron est là, tourne un peu autour des gens présents. Dès la première partie de l'explication, on entend que ça ne sert à rien de rouler vite ! « *L'important est de rouler à vitesse constante* ». Ça m'a semblé bizarre et à ce moment-là je me suis mis à poser des questions : « *pourquoi vous ne fournissez pas les vélos ?* » Personne ne pose cette ques-

(1) *Les entrepreneurs sont mal aidés*, Olivier Fabes, Le Soir des 3 et 4 octobre 2015, pp.22-23, et « *Ces sociétés belges qui valent des millions* », dossier d'Amandine Cloot, Le Soir des 14-15 et 16 août 2015, pp.20-21.

(2) Pour ce genre de mot familier, le dictionnaire Larousse nous renseigne que le mot « kéké » équivaut à « *crâneur ; idiot* » et le wiktionnaire nous dit : « *kéké = individu qui cherche à impressionner par son comportement et s'avérant ridicule et lourd* ».

(3) Sur le site de l'entreprise, une femme est visible parmi les douze photos illustrant la rubrique « *devenir coursier* ». <http://www.takeeateasy.be/fr/devenir-coursier>

LIVRAISON DE PLATS CUISINÉS À VÉLO

Propos recueillis par Gérald Hanotiaux

tion-là! D'un coup, le patron vient voir, sur le mode «qui pose cette question pas cool?» Les autres cyclistes, ils ne le font peut-être pas exprès mais parmi eux tu te sens incongru en posant cette question, voire mal vu.

Ensuite, on parle des commandes. Vu l'impossibilité évidente de savoir combien de commandes arriveront sur le site, je pose la question de savoir si l'ordinateur fait un peu d'aléatoire pour donner du travail à tout le monde... À nouveau, j'ai vraiment vu le patron réagir: «pas cool quoi!» J'étais vraiment en train de «dé-coolifier» la réunion... Son second répond alors: «bin noon, évidemment la commande ira au plus rapide!» La vitesse est donc calculée et, par la suite, j'ai eu connaissance de classements des meilleurs livreurs en fin de mois, par vitesse et par nombre de livraisons effectuées.

Au niveau du matériel, si on n'a pas de smartphone, ils peuvent t'en prêter un, mais pour le reste, excepté le sac publicitaire de livraison, ils exploitent le matériel des cyclistes. Tu es censé rouler à vélo dans la vie, avoir l'habitude, avoir ton propre vélo en bon état, le réparer assez vite s'il y a crevaison, etc... Être performant. Sur le site et dans les reportages télé, on voit des gars propres avec leur casque, mais celui que j'ai suivi pour le test était un vrai cinglé, il n'avait pas de casque et roulait comme un dingue. Car, pour faire un peu d'argent, la vitesse est en fait un élément fondamental du boulot.

Comment se passe concrètement le travail de livraison?

Tout est contrôlé par un ordinateur central. Quand tu pars de chez toi, tu te connectes via le smartphone. Au siège de l'entreprise ils voient que Jules, Marcel et Paul viennent de se connecter à 17h59, pour le shift de 18h, et l'ordinateur te localise sur une carte grâce à la puce du smartphone. Ensuite l'ordinateur, via le site, commence à recevoir des commandes de monsieur X ou Y, pour une pizza du restaurant untel. Bip, le cycliste reçoit un message et trace...

Avec mon livreur nous démarrons à la place Fernand Cocq, car les restaurants partenaires sont pour beaucoup autour de la place Flagey à Ixelles, et vers le centre de Bruxelles. Tant qu'il n'y a pas de commandes, les livreurs vont tenter de se mettre à équidistance de toutes les commandes potentielles, en fonction de leur connaissance des restaurants inscrits en partenariat avec l'entreprise. Dans ce calcul de probabilité, nous étions à un point stratégique, où nous étions quatre livreurs à 18h. Mon livreur est sur son vélo, mains sur le guidon, totalement au taquet prêt à démarrer en une seconde, en cas de livraison signalée par le smartphone! Et bip, on démarre, on trace, on roulait super vite... Le gars n'adoptait pas une conduite prudente parce qu'il travaille comme coursier, pas du tout, il traçait comme un malade. Il dépassait tout le monde, et à certains moments j'y voyais carrément des tentatives de suicide!

Le principe de classement des cyclistes doit les motiver lors des livraisons.

Tout à fait! Et le hit-parade est constant, l'ordinateur connaît en permanence les moyennes. Curieusement, l'application n'établit pas le nombre de kilomètres effectués, car il n'y a aucun rapport à la distance dans ton travail, le nombre de kilomètres n'intervient pas pour fixer le salaire. Quoi qu'il arrive, tu es payé 7,5 euros brut la course. Donc après passage par la Smart, il te reste environ 4 euros par course, quelle que soit la distance parcourue. Si un type décide, au fin fond d'Auderghem, de vouloir manger une pizza d'Ixelles, le smartphone te prévient et tu te retrouveras à pédaler vers le fin fond en question pour 7,5 euros brut. Lors de la discussion, j'ai fait remarquer que ce n'était pas normal: «oui mais non... qu'on fasse des longues distances ou des courtes distances, ça s'égalise à la fin du mois!» Le livreur que j'accompagnais, en allant très vite, il a fait cinq commandes sur la soirée.



Illustration: Sarah Cheveau

Très concrètement, quand tu reçois ta commande tu reçois un numéro à retenir et l'adresse du restaurant où tu dois par exemple être à 19h43, temps estimé sur base de ta vitesse moyenne. Tu arrives au restaurant, bip tu encodes la réception du plat dans le smartphone, et s'affiche alors l'adresse du client, avec un nouveau timing à respecter. Dans un tel système, tu ne peux être qu'à l'avance ou en retard, puisque le calcul émane d'un ordinateur et pas d'un être humain... Si tu arrives à 44 ou 45, l'être humain dira que tu es à l'heure, l'ordinateur non: à 45 il te considère en retard. Et c'est comme si tu enrhumais le système. Tu dois donc toujours dépasser ta vitesse moyenne, sinon l'ordinateur te pénalise, j'en ai eu la preuve lors du test.

Quelle est la pénalité?

Mon livreur était bon, manifestement, car en arrivant chez le client, à chaque fois: bip, une nouvelle commande. On en reçoit une pour le rond-point Montgomery, on trace, et là-bas on tombe sur un de ses amis livreurs. On passe près de lui, «Ah salut, qu'est-ce que tu fais là? On a une commande», «Ok, je vous suis». Je trouvais ça un peu bizarre, pourquoi nous suivre? Je ne sais toujours pas exactement pourquoi, sans doute une question stratégique mystérieuse... L'autre sentait un peu le pognon peut-être, je ne sais pas... Nous allons livrer le plat et, de suite bip, nouvelle commande pour mon livreur! Je demande alors au gars: «comment ça se fait que la dernière commande n'est pas arrivée sur ton smartphone, puisque tu dis que ça fait vingt minutes que tu attends?» Il m'explique alors s'être perdu pour sa précédente commande, et être arrivé en retard sur le temps affiché par le smartphone. L'ordinateur l'a boudé!

C'est une action de l'ordinateur, ou du type assis devant?

Je ne peux l'affirmer avec certitude, mais je pense que l'ordinateur est programmé pour ça. Quand tu es à l'avance, bip bip, les commandes coulent toutes seules, mais si tu es en retard tu descends dans la liste. C'est en découvrant ça que j'ai calculé le salaire du livreur, car je cherchais vraiment une solution à la disparition de mes revenus. Je demande au gars combien il gagne, et il me dit: «Je me fais 1000 / 1100 / parfois 1200 euros par mois».

En risquant sa vie, sans assurance de l'employeur, et en se tuant physiquement!

Il arrive parfois à faire plus, mais en moyenne, il réalise cinq courses par shift. Je calcule pour les deux shifts journaliers: $10 \times 7,5 = 75$ euros brut par jour. Donc au final, si tu traces à mort, toujours plus vite, si tu as un peu de chance, et si évidemment les gens commandent, tu gagnes en moyenne 40 euros par jour, pour deux shifts de 4h. Ça donne un salaire horaire de 5 euros net.

Les livreurs ne s'inquiètent pas de ce salaire horaire?

Je ne sais pas, sans doute la plupart font-ils certains shifts à côté d'un autre travail. D'ailleurs, au passage, la soirée de test n'est pas payée pour moi! Et j'avais les jambes tuées! Le truc principal tient à l'impression donnée d'appartenir à un truc, dès la première seconde, une sorte de club, un truc cool. Pas besoin de team-building, c'est intégré dans chaque mot des discours de présentation et dans l'ambiance générale! Quand on n'avait pas de commande, je descendais de mon vélo et m'asseyais; le gars restait sur le sien, prêt à démarrer. Je lui ai demandé si ça lui arrivait de se reposer, mais «non, jamais, je suis toujours prêt à démarrer. Par contre, après, on va toujours boire des bières!»

En effet, à la fin tout le monde se retrouve à la centrale, hyper-content d'être coursier et d'appartenir à une bande de potes. J'ai été invité à boire des coups, à fumer des pétards en écoutant de la musique et en regardant des sports extrêmes sur youtube. Certains disaient «ouais trop cool super promenade», car nous étions beaucoup de cyclistes, une trentaine, pour peut-être peu de commandes. Certains disaient avoir fait trois courses, d'autres deux... Une misère! La phrase la plus folle m'a été dite par le livreur sanctionné: «Et toi, vraiment, tu fais ça pour déconner, par passion, ou parce que tu as vraiment besoin d'argent?». Après cette soirée de dingue, je restais avec une inconnue: le salaire des boss.

Propos recueillis par Gérald Hanotiaux

VU, LU, ENTENDU



PAR ICI LES SORTIES!

La Technique est à nouveau sous le feu de la critique. Après l'essai de Sherry Turkle *Seuls ensemble. De plus en plus de technologies, de moins en moins de relations humaines* (cf. n° 19), **Thierry Venin** porte le fer de ce côté-ci de l'Atlantique avec **Un monde meilleur? Survivre dans la société numérique** (éd.

Desclée de Brouwer, 352 pages), en se concentrant sur l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la vie publique (travail, éducation) plutôt que dans les relations privées.

Suivant Jacques Ellul, il a pour objectif de provoquer la réflexion sur leur nécessaire maîtrise, sans fatalisme technologique aucun, tant à l'écart des *geeks* que des luddites. Les propositions de Spinoza et Marx tiennent toujours : c'est en devenant conscients de notre servitude — aujourd'hui numérique — que nous aurons une chance de « nous en déprendre ». L'ouvrage-enquête fourmille d'informations chiffrées et de mises en perspective historiques qui surprennent parfois lorsqu'on apprend que le technostress est aujourd'hui plus répandu dans la fonction publique que dans le secteur privé. La première partie fait le point sur ce qu'il faut bien appeler la « civilisation numérique », qui s'étend dans tout le tertiaire, mais aussi, assez étonnamment, chez les agriculteurs, devenus eux aussi *high tech*. L'addiction à la connectivité a été fulgurante, Internet a pris un ascendant définitif (?) sur nos vies, sans aucune régulation démocratique. Le monde numérique fonctionne à la vitesse de la lumière dans une « guerre des nanosecondes », questionnant la place de l'homme parmi les algorithmes, le trading à haute fréquence, les puces RFID et l'internet des objets. La seconde partie examine les effets des TIC dans les entreprises, révélant une montée des risques psychosociaux (stress, harcèlement, burn-out, suicide) à hauteur de 22% des travailleurs dans l'Union européenne, car « le développement continu d'assistants électroniques de mieux en mieux maîtrisés par leurs utilisateurs ne produit [sur la période étudiée] aucun sentiment positif quant à la charge de travail » (p. 179). L'exemple des smartphones fournis par les entreprises est éclairant. Ils entraînent une porosité entre vie professionnelle et vie privée, soumettent à une augmentation de rentabilité exceptionnelle sous la férule de la valeur-temps réel, les salariés ne parvenant plus à gérer l'émission de leur travail ni les flux d'information continus (jusqu'à 200 courriels par jour à traiter), cette « infobésité » aboutissant à un « syndrome de débordement cognitif ». Les TIC fonctionnent comme un amplificateur à

pression et à urgence, la laisse électronique devient permanente. Distraction, frénésie intérieure et impatience caractérisent la psychologie du néo-salarié.

Une autre nouvelle étonnante est que les natifs numériques souffrent davantage de stress au travail que les autres, malgré leur supposée aisance avec les objets technologiques. La spirale techniciste repérée par Ellul s'auto-accroît avec le numérique, une technique plus complexe étant censée régler les problèmes engendrés par la précédente, si bien que « la question n'est plus qui maîtrise quoi mais qui maîtrise qui » (p. 238), « la course derrière les changements techniques n'admet ni temps mort, ni repos, ni réflexion » (p. 257). L'auteur règle aussi son compte au fameux *multitasking* qui fait tant fantasmer les thuriféraires du progrès : « [...] la plupart des études concluent que l'engagement dans plusieurs tâches simultanées fait chuter le niveau de performance » (p. 236). Plutôt optimiste, il plaide pour un pas de côté réflexif visant à mettre en place des règles collectives et individuelles dans l'usage des TIC, et tout d'abord identifier les problèmes et définir la juste place de la technique. À mon avis, il se peut que ce soit là un vœu pieux...



Dans **La fabrique du conformisme** (éd. du Seuil, 115 p.), l'économiste **Éric Maurin** examine les moteurs du conformisme contemporain à travers la réduction du temps de travail, les vacances, l'enseignement et la vie de quartier. Son approche est résolument scientifique, avec moult graphiques, ce qui peut en rendre la lecture ardue pour les non-initiés, notamment dans le chapitre « Les trente-cinq heures ou le temps des autres ». Mais il livre aussi quelques utiles constats sociologiques : « On est passé d'un conformisme qui imposait à tous les hommes d'adhérer aux mêmes normes traditionnelles à un conformisme à géométrie variable, dans lequel chaque individu essaie de ne pas se couper davantage de ceux au milieu desquels il vit » (p. 13) ; « L'individu contemporain est sommé de trouver sa voie propre, de s'auto-réaliser, mais cette injonction oblige chacun plus que jamais à être attentif aux autres, à se placer sous leur influence concrète, aussi éloignée, changeante et imprévisible soit-elle, sauf à se retrouver encore davantage isolé et à contretemps » (p. 111). Un livre pour ceux qui aiment chercher le diable dans les détails.

B.L.



LA MACHINE ME DÉCONNECTE...

Foxconn, l'un des plus grands employeurs au monde, multinationale taïwanaise de la sous-traitance dans l'électronique. Shenzhen, ville industrie où la transnationale opère, ouverte aux investissements étrangers que fructifient des centaines de milliers de travailleurs-habitants. C'est loin. Loin des

publicités des rues de nos villes modernes, des spots publicitaires, des matraquages qui font la norme et génèrent le besoin. C'est loin et pour nous qui devons désirer sans pâler afin que la machine ne s'emballer pas, c'est mieux. « La machine et ton seigneur et ton maître », opuscule de 110 pages, rapproche pourtant. Rapproche les multiples « Je » d'ici et tous les « Je » de là-bas. Les « Je » modernes de la société technocratique qui ont fait de leur iPhone un objet plus qu'indispensable et les « Je » *archaïques* chinois indispensables à notre addiction. Partant du vécu de Yang, Jenny Chan et Xu Lizhi, l'ouvrage retrace la vie des pauvres hères dans les ateliers à la chaîne, ayant fui les campagnes délabrées de leurs parents, notamment à cause des accords iniques de l'Organisation Mondiale du Commerce, à la recherche d'une vie meilleure. La chute est violente, le désenchantement cinglant !

Rien de tel chez Foxconn : ici, c'est le travail à la chaîne où chaque geste est calculé à la seconde, où la vie ne sert que la production, le capital, et meurt petit à petit ; où le sujet s'efface, phagocyté par ce qu'il produit, entouré d'images et de slogans dont même Big Brother n'aurait pu rêver : « Croissance, ton nom est souffrance ». Et l'employé, on le regarde, constamment, soumis au diktat d'un supérieur lui-même pris dans une pyramide hiérarchisée où chaque échelon inférieur obéit à celui qui lui est directement supérieur et dicte la conduite à celui qui lui est subalterne. Pour les derniers de la chaîne, la solution ne reste parfois que la mort. Trop dur d'endurer.

A lire absolument. Une bombe dans vos esprits qui après saisiront, espérons-le, que le bonheur dans la technologie n'est qu'une illusion qui repose déjà sur la mort des autres : les *Slaves*, nos frères qu'on veut nous faire oublier.

« **La machine est ton seigneur et ton maître** », par Yang, Jenny Chan, Xu Lizhi, texte établi et traduit de l'anglais par Celia Izard, Éditions Cent mille signes.

A.P.



AUTONOMIE OU BARBARIE

Rien n'est plus important en ces temps incertains que de redéfinir ce qu'est une société autonome. Car il est évident que dans une société capitaliste qui n'en finit pas de prôner la liberté du consommateur et met en place un ensemble d'artifices pour lui faire croire qu'il est libre de ses

choix, il se faut de penser sérieusement ce qu'est vraiment une société et un sujet autonomes.

Fruit d'un travail collectif, « *Autonomie ou barbarie* » réalise ce travail en compilant un ensemble de contributions dont le dessein vise à nous dévoiler la richesse de la pensée de l'auteur de cette « grande philosophie » qu'était Cornelius Castoriadis et comment ses écrits peuvent nous donner des armes pour l'action. L'ouvrage s'ouvre ainsi sur un article portant sur la problématique « *du dépassement de l'antinomie entre théorie et pratique* », telle que l'avait énoncée Marx. Mais c'est pour mieux s'éloigner de ce dernier, constatant notamment la « *disparition du mouvement ouvrier* » et ainsi la nécessité de s'émanciper des dernières attaches marxistes pour mieux élaborer ailleurs les possibilités de changement.

Soulignant que la société n'est que le produit des hommes, les auteurs rappellent avec Castoriadis que la simple dénonciation des formes que prend l'hétéronomie (où les lois viendraient d'un autre comme dans la religion, la société marchande ou la démesure technologique) ne suffit pas pour faire advenir le socialisme et la société autonome ; penser par exemple suffisante la dénonciation du fétichisme de la marchandise et sa nocivité en regard du plaisir de la collectivité et du faire-ensemble est assez naïf quand on sait le pouvoir d'attraction qu'a sur l'homme la marchandise : ce serait comme « *leur demander de renoncer à une expérience de la liberté et de la reconnaissance qu'ils peuvent faire (la liberté que procure le travail et le fait de disposer d'un salaire, de pouvoir acheter des marchandises et les consommer) au nom d'une liberté qu'ils ne peuvent même pas concevoir : la liberté des citoyens grecs, qui pouvaient participer aux décisions de l'assemblée ou du conseil, parce qu'ils étaient justement délivrés de la nécessité de travailler, donc parce qu'ils trouvaient ailleurs que dans le travail l'estime sociale qui leur était nécessaire* » (p.119). Conclusion qui parfois enferme les possibilités de solution dans un cercle vicieux, puisqu'il faudrait une mutation profonde des significations imaginaires pour mener à une autre société, alors que cette modification des imaginaires nécessite un profond changement de société...

Tout au long de notre lecture, qui soulève bien d'autres questions et expériences, nous sommes rattrapés par les citations nombreuses de Castoriadis, qui nous rappellent l'hétéronomie profonde de nos sociétés, comme dans ce « pouvoir anonyme » de la technoscience (p.136), qui a pris une ampleur sans précédent aujourd'hui.

La lecture de « *Autonomie ou barbarie* » lève une multitude de questions, stimule la pensée sans offrir aucune réponse prédigérée, même peut-être aucune réponse, nous laissant parfois dans un état d'attente. Chacun tirera de ce livre matière à nourrir sa réflexion et ses combats.

« **Autonomie ou barbarie** », la démocratie radicale de **Cornelius Castoriadis et ses défis contemporains**, sous la direction de Manuel Cervera-Marzal et Éric Fabri, Éditions Le passager clandestin, 2015, 341p.

A.P.

BRÈVES

MÉTRO FÊTE SES 15 ANS ET VOUS LE PAYEZ BIEN !

Le 2 octobre dernier, le journal métro soufflait ses 15 bougies en grande pompe, pour celui qui selon ses fondateurs « *est devenu incontournable pour les navetteurs qui veulent s'informer et se divertir (sic), sur papier, sur internet ou via nos applications mobiles* ». L'occasion donc de « *découvrir les coulisses du journal* »... ah ouais? C'est vrai que c'est beau, comme le dit Monique Raaffels, CEO (Sic): « *cela n'arrive qu'une fois dans la vie d'avoir la chance de créer un nouveau journal (...) le plus beau de l'histoire, c'est que nous avons amené beaucoup de jeunes à lire le journal* ». Lire le journal, mais pas réfléchir. Car si Métro peut s'enorgueillir – ou avoir honte, comme on veut – d'une chose, c'est d'être un contenant dont les « articles » (souvent eux-mêmes des pubs déguisées) ne sont qu'un prétexte pour attirer le lecteur vers ce qui fait vivre le journal: la pub! Ainsi, dans ce numéro du 2 octobre 2015, pas moins de 20 publicités remplissent le journal, dont certaines font la moitié de la page; 7 pages entières ne sont qu'une publicité. Sur une surface de pages qui, toutes étalées, ferait 2,42 m², la publicité en occupe 0,75 m²: pas moins de 31% du journal. Marketing ou journalisme? Ce qui est sûr, c'est que Métro symbolise parfaitement cette « fausse gratuité » « *payée par la publicité, et dans laquelle l'objet de la transaction est le lecteur ou le spectateur lui-même* (Vraie et fausse gratuité, Manière de Voir, 12/2007)».

A.P.

L'ULB : MÉTAMORPHOSE EN PRODUIT COMMERCIAL !

Ce n'était pas un scoop que les universités prennent doucement la voie de la gestion type secteur privé, et la nouvelle présidence de Pierre Gurdjian au Conseil d'administration nous le rappelle, lui qui devra, selon Le Soir (14/10/2015) « *faire la synthèse entre la longue tradition de gestion collectiviste inspirée de Mai 68 et le modèle très entrepreneurial découlant de la récente réforme de la gouvernance de l'université* ». Et il porte les galons le coco pour faire plus que de la synthèse et plutôt aller vers ce second modèle type marketing de multinationale: sorti de la Solvay Business School, porteur d'un MBA à Harvard, il a fait sa carrière au sein du groupe de consultance McKinsey, un cabinet de conseil qui compte parmi ses clients 93 des plus grandes entreprises mondiales et plus de 50 gouvernements (voir Wikipedia). Avec un chiffre d'affaires estimé à plus de 4,37 milliards de dollars, on espère sans doute que Gurdjian rapportera autant d'argent à la boîte ULB qu'à McKinsey. A quel prix?

A.P.

CONNAISSEZ-VOUS CHARLIE ?

Le journaliste Denis Robert est décidément un homme à suivre. Après avoir (re)publié en 2011 son enquête monumentale et indispensable sur le fonctionnement de la finance internationale, « *Tout Clearstream* » (Les Arènes, 2011), il vient de publier un ouvrage intitulé « *Mohicans* » (éd. Julliard), dont le sous-titre vient d'être volé pour être transformé en titre de cette brève.

Cet ouvrage vient après l'attaque de janvier 2015 dans les locaux du journal Charlie Hebdo, et l'unanimité de confusion qui s'ensuivit. Il percute donc une certaine pensée consensuelle, en donnant largement la parole au cofondateur du journal François Cavanna, qui déclarait peu avant sa mort: « *Je n'aime pas les combats de papier. Je n'aurais jamais dû céder aux avances de Val et Malka. Je n'ai rien vu venir. Après j'étais coincé. On était tous coincés. Le seul qui avait vu juste, c'est Choron. J'aurais dû l'écouter. Mais c'était trop tard.* »

Cet ouvrage, tout le monde lui a déconseillé de l'écrire, car il allait inévitablement pouvoir être perçu comme un règlement de comptes (Richard Malka, avocat du Charlie Hebdo volé par Philippe Val, fut aussi l'avocat de Clearstream, responsable d'un harcèlement judiciaire envers le journaliste). Mais Denis Robert est un homme obstiné, bien décidé à mettre en lumière les réalités que d'autres voudraient cacher sous le tapis. Ce serait cependant un tort de ne pas prendre cet ouvrage pour ce qu'il est: l'histoire profondément documentée d'un journal, et de ses différentes époques de parution.

G.H.

AGENDA

CYCLE "DE LA BARBARIE À L'UTOPIE"

Dans le cadre l'*Année des Utopies* lancée par l'UCL, le mpOC propose un cycle de 4 documentaires-conférences autour de différentes thématiques allant de l'insoutenable de notre système économique, voire même de sa violence, à ce que Serge Latouche nomme l'utopie concrète de la décroissance ».

Mardi 16 février 2016 à 19 h 30: « *Moins c'est mieux* ». Au travers des questionnements de la réalisatrice, le film présente la crise pétrolière, environnementale et économique avant de se tourner vers les alternatives qui pointent leur nez ici et là. Le mouvement de la décroissance est tout d'abord présenté à travers le journal du même nom mais également via un simplicitaire militant. Des Repair cafés de Barcelone aux villes en transition en Angleterre, le cheminement de la réalisatrice l'amène à s'interroger sur ces pratiques et sur notre mode de vie.

Intervenants:

Charlotte Luyckx (chercheuse à l'UCL où elle travaille sur les enjeux éthiques et épistémologiques du problème écologique et **Pierre Thiesset** (éditeur aux éditions Le pas de côté, journaliste au journal La Décroissance).

Mardi 15 mars 2016 à 19h30: En deçà et par delà le développement. Le film, encore à déterminer, amènera une réflexion sur le concept du développement et son caractère occidental.

Intervenant: **Mike Singleton**, anthropologue, professeur émérite de l'UCL, nous fera le plaisir de clôturer ce cycle par une conférence.

Plus d'infos :

<http://www.uclouvain.be/506216.html>

<http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article622>

CYCLES DE CONFÉRENCES-DÉBATS À NAMUR

30 janvier

« **Sur le Front Ukrainien : origines et enjeux d'une nouvelle guerre froide** » avec Jean-Marie Chauvier.

Les samedis matin, « au Théâtre de Namur, Place du Théâtre 2, 10h30, 5 euros. Réservations: 081/226.026, billetterie@theatredenamur.be

DEUX SORTIES CINÉMA

BUREAU DE CHÔMAGE

un film de Charlotte Grégoire et Anne Schiltz.

Les deux réalisatrices de ce documentaire ont réussi l'exploit d'obtenir l'autorisation de tourner au sein des bureaux de l'Onem. Leur choix s'est porté sur le bureau de Charleroi, pour des raisons de facilité de mouvement pour la caméra. Sans le savoir, elles ont choisi une ville où le bâtiment actuel, abritant l'Onem, fut construit après la mise en œuvre des contrôles du comportement des chômeurs. Ses plans furent donc réfléchis pour permettre des couloirs d'évacuation des fonctionnaires, en cas de violence des individus. On y vit le quotidien de ce moment charnière dans l'existence où, sur base d'un contrôle de vos recherches d'emploi, va se décider si vous pouvez ou non garder des allocations situées sous le seuil de pauvreté. L'extrême violence des rapports sociaux, organisée par l'administration, est omniprésente, dans le calme. La banalité du mal au quotidien.

En compétition officielle au Festival Filmer à Tout Prix, le film « Bureau de chômage » y a obtenu le Prix Cinéart. Il fait partie de la sélection officielle du « Magritte du cinéma 2016 » dans

la catégorie documentaire. Il est sorti en salle à Bruxelles au Cinéma Aventure depuis le 2 décembre. (Pour plus d'info, contactez Marie Besson : marie@eklektik.be)

OUR CITY

un film de Maria Tarantino.

La réalisatrice présente Bruxelles et ses différentes facettes, tournées au sein de milieux sociaux multiples. Bruxelles comme vous ne l'avez peut-être jamais vue, tel ce plan filmé en compagnie d'ouvriers du bâtiment, au sein d'un container en ascension vers les hauteurs du quartier européen.

Le film est sorti à Bruxelles depuis le 18/11, à l'Aventure, et à Gand depuis le 19/11, au Sphinx. Il a reçu le Prix spécial du Jury au Festival International du Film Francophone de Namur, en compétition officielle. (Pour plus d'info, contactez Anne Kennes: annekennes@gmail.com).

L'INDISPENSABLE MONSIEUR JEAN-PIERRE

Nous avons été informés trop tard de la sortie du livre de notre indispensable Jean-Pierre. Alors en attendant la recension du prochain Kairos, précipitez-vous dans les librairies pour trouver le « *Florilège de chroniques 1996-2013* », qu'il commit sur la radio La Première pendant plus de 15 ans.

Voilà donc ici présentée une quarantaine de chroniques, parmi le millier qui fut diffusé.

« *L'indispensable Monsieur Jean-Pierre, chroniqueur mondain* », Editions Murmure des soirs, 2015, 178p.



Illustrations: Louise Hendrickx

MERCI AUX ÉTUDIANTS DE L'ACADÉMIE DE SAINT-LUC!

Toutes les illustrations de ce dossier ont été réalisées par des étudiants de Saint-Luc dans le cadre d'un de leur cours. C'est grâce à l'engagement de leurs professeurs, aficionados de Kairos, que cela a pu s'initier. Nous tenons à tous les remercier. Les illustrations qui n'ont pas pu accompagner ce dossier seront publiées lorsque les articles sortiront sur notre site.



Y'A « LIBRAIRES » ET LIBRAIRES! NOUVELLE LIBRAIRIE « L'AIR LIBRE » À IXELLES

Chez Kairos, on sait à quel point le libraire est essentiel dans son rôle pour nous faire connaître. Pas de doute qu'à ce niveau, Mehdi et Gaëlle sont de dignes représentants de notre journal. Bien avant l'ouverture de cette nouvelle librairie - qui exposera ponctuellement des œuvres d'artistes mais vous permettra aussi de déguster cafés ou petites friandises - située à deux pas des étangs d'Ixelles, ils nous avaient déjà contactés pour nous faire part de leur envie de distribuer Kairos. Merci à Mehdi et Gaëlle qui ont su faire de « L'Air Libre » un lieu chaleureux, accueillant et, sans nul doute, subversif.

Librairie «L'air libre», rue Alphonse De Witte 44, 1050 Ixelles (à côté de l'église Sainte Croix de Flagey). Soutenez-les !

L'AN PIRE RESTE À VENIR



COURRIER DES LECTEURS

J'ai eu le plaisir de rencontrer une partie de l'équipe éditoriale à Espéranzah et de repartir par la même occasion avec plusieurs numéros de votre précieux journal. Précieux car en ces temps il est bien rare de tomber sur de l'information de qualité qui ne se contente pas d'aborder superficiellement des sujets sans jamais oser s'attaquer aux origines des problèmes, le système profondément injuste dans lequel nous vivons. Même si la lecture n'est pas toujours aisée, il est triste de constater que le mal est bien plus profondément ancré qu'on aimerait le croire, il est également réconfortant de voir que certains journalistes prennent leur mission au sérieux et continuent à dénoncer les absurdités qui nous entourent.

Pour tout ce travail et cette énergie, je tenais à vous remercier et féliciter. Il ne se passe pas plus d'une semaine sans que je parle de votre

journal à des amis ou des connaissances, cette information mérite d'être connue et reconnue.

Texas

Encore merci pour la mine d'informations et de réflexions salutaires que constitue votre journal!

Gil

J'ai découvert votre revue à la Quincaillerie. Plasticienne, j'en ai beaucoup apprécié la mise en page et les interventions plastiques. A suivre... quand j'aurai pris le temps de lire quelques articles. Merci pour votre travail. Bons vents.

Annick

Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

*Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 —
BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur:
www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!